

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

Lors du précédent rapport d'orientations budgétaires en 2020, les perspectives présentées permettaient de confirmer le rétablissement de la situation financière du Sdis76.

En effet, la stratégie poursuivie depuis 2016 donnait des résultats particulièrement encourageants en projection « au fil de l'eau ».

En section de fonctionnement, le Sdis76 était en capacité d'afficher un résultat annuel positif jusqu'en 2024 en moyenne de l'ordre de 630 K€, sans prélèvement au niveau de l'excédent de fonctionnement cumulé. Le Service pouvait, en conséquence, mettre en œuvre un plan pluriannuel d'investissement (PPI), à hauteur de 12 M€ en moyenne par an, sur la même période.

Le travail prospectif actualisé qui va être présenté vise à permettre au nouveau Conseil d'administration, qui vient de s'installer, de disposer d'une vision des évolutions jusqu'au terme de son mandat, en 2026.

Ces prévisions ont été réalisées dans le cadre d'un cycle de préparation budgétaire impacté par le plan de reprise de l'activité post-Covid-19 de notre établissement. Pour tenir un rythme d'instances budgétaires similaire à celui de l'an dernier, le calendrier de travail a été raccourci et des ajustements de méthode opérés.

Ainsi, les différentes composantes du Service se sont mobilisées pour projeter précisément leurs dépenses et recettes en section d'exploitation sur deux exercices au lieu de trois habituellement. En section d'investissement, le volume des crédits est resté fondé sur les autorisations de programme existantes ; les marges disponibles pour de nouveaux projets restant à l'appréciation du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours (Casdis) pour la mandature.

De fait, les perspectives envisagées au-delà de 2022 doivent être interprétées avec précaution. Néanmoins, même en redoublant de prudence dans le contexte sanitaire actuel, il ressort que la capacité d'investissement de l'établissement pourrait varier suivant la stratégie budgétaire que le Conseil d'administration du Sdis entend mener.

En effet, après avoir mise en exergue les mesures nouvelles (II) qui vont impacter la situation budgétaire qui pouvait être attendue d'une projection au fil de l'eau (I), seront présentées les alternatives se présentant à l'établissement (III) pour conserver un budget équilibré le plus longtemps possible.

I – Au fil de l'eau, une situation budgétaire conforme aux différents engagements pris par le Sdis76 :

Malgré les actualisations pratiquées par les services, les perspectives dessinées l'an dernier restent relativement proches des nouvelles projections.

A – Un plan pluriannuel d'investissement calibré à hauteur de la capacité de financement du Sdis :

Sur la base de ses capacités de financement et du fléchage des natures de dépenses, le Service a pu déterminer le volume potentiel de son prochain plan pluriannuel d'investissement (PPI).

1) Le contenu du PPI actuel et le volume financier disponible pour le prochain PPI:

Sur la période 2021-2026, il est possible d'envisager un effort d'investissement s'élevant à près de 71,7 M€, soit 11,9 M€ par an en moyenne :

	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
DEPENSES DU PPE	6 151 448 €	5 414 962 €	5 064 921 €	4 200 000 €	4 150 000 €	4 150 000 €	3 850 000 €
DEPENSES IMMOBILIERES	4 870 344 €	9 016 594 €	8 885 059 €	8 485 000 €	8 227 574 €	5 772 022 €	4 451 000 €
DEPENSES DU PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT	11 021 792 €	14 431 556 €	13 949 980 €	12 685 000 €	12 377 457 €	9 922 022 €	8 301 000 €

Le PPI du Sdis76, classifié en autorisations de programme (AP), constitue la déclinaison majeure de la stratégie du Service en matière d'investissement.

► D'une part, le Service a élaboré un Plan Pluriannuel d'Equipement (PPE) qui a vocation à assurer le renouvellement des équipements afin d'être en capacité de garantir la réponse opérationnelle tout en assurant la sécurité de ses personnels.

Ce dernier, élaboré initialement pour la période 2019-2022, a été élargi pour répondre à une volonté de moderniser la communication de bilans médicaux en intervention avec les services du SAMU et les hôpitaux ainsi que favoriser l'aide à la décision au travers des échanges dématérialisés.

Ainsi, le PPE actuel représente un volume d'acquisition de plus de 20 M€ pour la période.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
AP 1604 - Reconditionnement mat. Roulants								
AP 1901 - Matériels non opérationnels								
AP 1902 - Matériels d'intervention courants								
AP 1903 - Matériels roulants et navigants								
AP 1904 - Matériels formation								
AP 1905 - Matériels SSSM								
AP 1906 - Projet E-Secours								
Projet NEXSIS								

Au-delà, le Service s'inscrira dans un cycle de renouvellement des équipements dont la projection en masse financière a été réalisée jusqu'en 2026.

En outre, il faut noter que le service a d'ores et déjà intégré une participation au préfinancement de la structure nationale d'accueil du système de gestion opérationnel (SGO) national, NexSIS, pilotée par l'Agence du numérique de la sécurité civile (ANSC).

Sous réserve de l'avancement du projet et d'une confirmation du Conseil d'administration, cet apport pourrait prendre la forme d'une subvention d'équipement de 950 K€ versée sur 3 années à compter de 2023. Il est attendu, en contrepartie de cet effort, une minoration des coûts de fonctionnement qui seront ensuite facturés par l'ANSC.

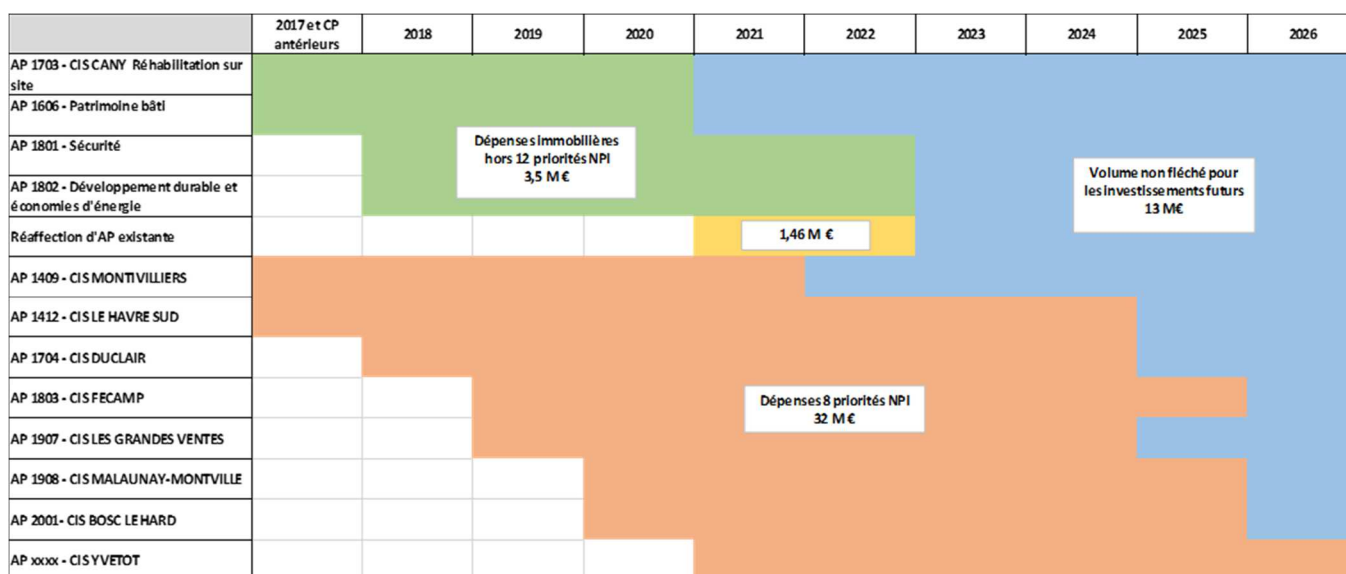
Au regard des engagements pris sur l'actuel SGO départemental, le Service ne prévoit pas une intégration dans le système national avant mai 2025.

► D'autre part, le Service poursuit la programmation en matière immobilière tant au niveau des travaux nécessaires au maintien du patrimoine du Sdis76 qu'au niveau de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI).

Le Sdis76 a établi une liste de 12 sites prioritaires pour un volume financier de l'ordre de 40 M€ d'ici 2026, dont le financement est assuré grâce à la participation du Département et du bloc communal.

A ce stade, huit opérations ont fait l'objet d'un démarrage ou d'un état d'avancement permettant de disposer d'une projection financière pour un volume de crédits de 32 M€.

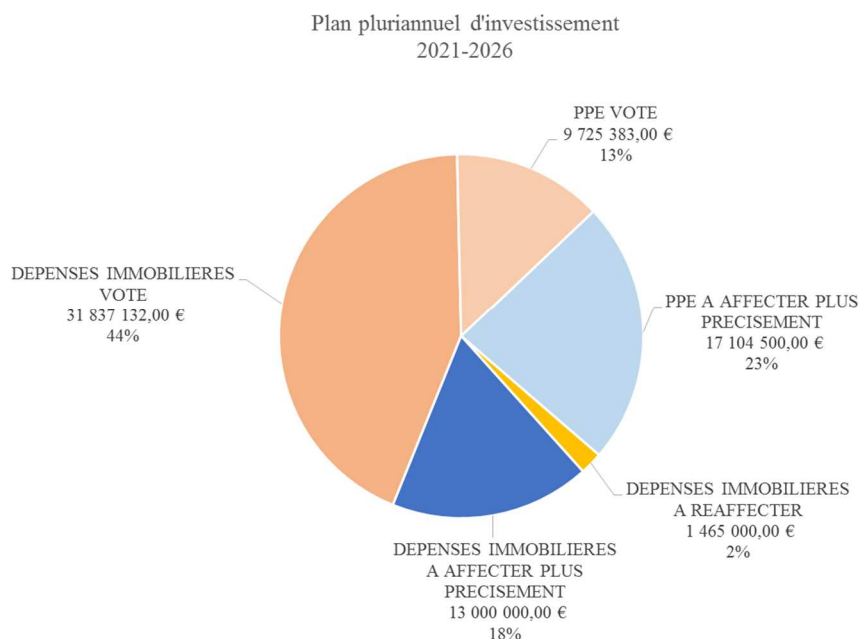
Au-delà, le Service a d'ores et déjà identifié un volume financier potentiel de 13 M€ pour faire face à d'autres travaux immobiliers.



Déduction faite des 8 M€ fléchées pour les dernières opérations de la première tranche de la NPI, un solde de 5 M€ apparaît disponible pour prolonger la durée de vie de nos bâtiments dans l'attente des prochaines priorisations de la NPI.

En effet, sur la base d'un état des lieux des bâtiments actualisé, il apparaît nécessaire d'envisager deux programmes de rénovation sans attendre. Il s'agit de deux plans pluriannuels portant d'une part, sur les toitures et les façades et d'autre part, sur les aménagements intérieurs et extérieurs pour des enveloppes estimatives respectivement de l'ordre de 4 M€ et 2 M€.

Ces premières estimations de besoins de crédits dépassant les capacités réservées au domaine immobilier, il reviendra au Conseil d'administration d'arbitrer les équilibres et les priorités entre équipements et immobiliers.



Les répartitions et planifications proposées ne constituent que des hypothèses de travail qui contribuent au respect d'un des facteurs clé de la stratégie budgétaire de l'établissement : maîtriser l'impact des amortissements supportés, in fine, par la section de fonctionnement.

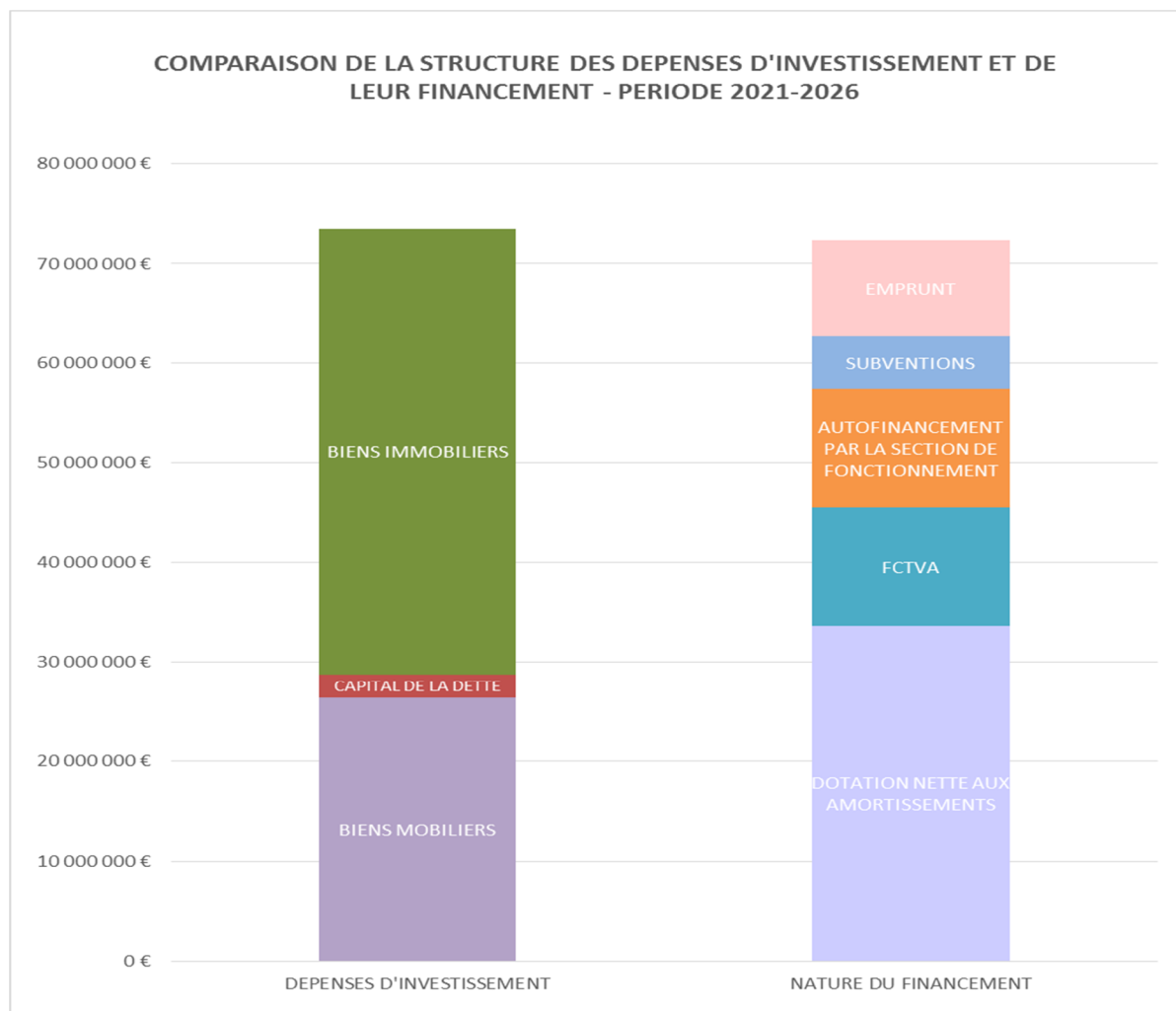
2) Le financement du PPI :

D'ici 2026, les recettes d'investissement devraient évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
AMORTISSEMENT DES DEPENSES	8 314 874 €	8 163 977 €	8 460 042 €	8 251 100 €	8 006 64 €	8 091 355 €	8 371 615 €
FCTVA	887 615 €	1 795 876 €	2 257 308 €	2 288 355 €	2 023 436 €	1 981 186 €	1 578 396 €
SUBVENTIONS	841 387 €	567 166 €	1 323 565 €	874 233 €	1 567 601 €	6 067 €	237 500 €
EMPRUNTS NOUVEAUX	900 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €
RECETTES	10 943 876 €	12 127 019 €	13 640 915 €	13 015 88 €	13 192 798 €	12 469 208 €	11 787 511 €

Traditionnellement le Service finançait l'intégralité des investissements au travers uniquement du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), de la dotation aux amortissements et d'une affectation de crédits de la section de fonctionnement.

Depuis 4 années, la stratégie de financement de l'établissement repose sur deux axes en fonction de la nature de la dépense d'investissement : les dépenses d'équipement et les dépenses immobilières.



On peut noter que l'intégralité du plan pluriannuel d'équipement est autofinancée par la dotation aux amortissements.

Il existe néanmoins des exceptions. La plus notable est caractérisée par le projet e- Secours.

En effet, le Département a accepté de modifier le cadre d'intervention prévu dans la convention de partenariat. Au-delà des projets immobiliers, il a accepté de financer de manière conséquente le projet e-Secours à hauteur de 80 % du montant HT (soit une subvention de 875 K€, dont un acompte de 80 % a été versé fin décembre 2019).

Les dépenses immobilières, quant à elles, font l'objet d'une combinaison de financements notamment dans le cadre de la NPI.

Cette démarche se traduit par :

- L'apport de subventions du département

Dans le cadre de la convention initiale de partenariat 2018-2021, le Conseil départemental s'est engagé à financer les travaux, réalisés au titre de la NPI, à hauteur de 10% du montant HT des opérations.

Au cours de l'exercice 2020, et comme projeté, les premières conventions relatives à la réhabilitation du Cis de Montivilliers et les réhabilitations partielles des Cis de Goderville, Saint-Aubin-lès-Elbeuf et Saint-Laurent-en Caux ont été signées.

Par ailleurs, les conventions de financement pour les reconstructions du Cis du Havre Sud et des Grandes-Ventes ainsi que les opérations de réaménagement au titre de l'exercice 2020 devraient être finalisées prochainement.

De plus, au regard des avancées sur les opérations de Malaunay-Montville, de Bosc-Le-Hard et, plus hypothétiquement celle de Fécamp, les demandes de financement pourraient être soumises à l'approbation du Conseil départemental avant septembre 2021.

- L'apport de subventions des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Lors des précédentes orientations budgétaires, les conventions de financement des opérations de reconstruction des Cis de Fécamp, des Grandes-Ventes et du futur Cis de Malaunay-Montville étaient d'ores et déjà signées.

Depuis, le Service a finalisé les conventions de financement portant sur la reconstruction des Cis Le Havre Sud et Bosc-Le-Hard.

Par ailleurs, le plan de financement relatif à la reconstruction du Cis Yvetot est en cours de négociation.

- La souscription d'emprunts

Compte tenu des fonds levés auprès du bloc communal et des engagements pris par le Département, le Service peut prévoir le niveau d'emprunt nécessaire au financement des dépenses immobilières. Sur la base de sa stratégie d'endettement existante, cela correspond à un volume d'emprunt à hauteur de 40% des dépenses hors taxes, après déduction des subventions.

Ainsi pour la période 2021-2026, le volume d'emprunt pourrait s'élever à près de 13 M € :

	Période 2021-2026
Volume de dépenses Immobilières HT	37 243 443 €
Subventions	5 038 493 €
Volume restant à financer	32 204 950 €
Projection d'emprunt à 40%	12 881 980 €

Actuellement, il est envisagé de mobiliser de nouveaux contrats de prêt dans le cadre de la NPI à hauteur de 9,6 M€ sur la période.

- Un autofinancement volontaire

A plusieurs reprises, la stratégie de financement de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) a mis en évidence un besoin d'autofinancement prévisionnel de l'ordre de 14 M€ sur les 40 M€ TTC nécessaires pour réaliser les 12 Centres d'incendie et de secours (Cis) prioritaires.

A ce jour, les opérations de la NPI formalisées avec les partenaires institutionnels (Conseil départemental de la Seine-Maritime, Communes et EPCI) ont déjà conduit à l'adoption d'autorisations de programme pour un montant total de près de 25 M€.

Le besoin d'autofinancement s'affiche à près de 8,6 M€ :

CIS	Montant prévisionnel de la tranche travaux TTC	FCTVA	Subventions	Emprunt théorique	Autofinancement
CIS Montivilliers	510 000,00 €	83 660,40 €	42 203,00 €	153 118,80 €	231 017,80 €
CIS Le Havre Sud	8 875 000,00 €	1 455 855,00 €	2 479 166,00 €	1 966 666,93 €	2 973 312,07 €
CIS Fécamp	6 415 000,00 €	1 052 316,60 €	1 939 166,67 €	1 362 666,67 €	2 060 850,07 €
CIS Les Grandes-Ventes	2 512 000,00 €	412 068,48 €	668 666,67 €	569 866,67 €	861 398,19 €
CIS Malaunay-Montville	4 100 000,00 €	672 564,00 €	683 333,33 €	1 093 333,33 €	1 650 769,33 €
CIS Bosc-Le-Hard	2 450 000,00 €	401 898,00 €	696 333,33 €	538 133,33 €	813 635,33 €
TOTAL	24 862 000,00 €	4 078 362,48 €	6 508 869,00 €	5 683 785,73 €	8 590 982,79 €

Afin d'assurer de manière certaine le financement des crédits de paiement de ces six opérations, il a déjà été décidé d'affecter une partie de l'excédent cumulé de fonctionnement en section d'investissement pour un montant de 5,6 M €.

Il est envisagé de poursuivre cet autofinancement à hauteur de 1,4 M€ par an jusqu'en 2026.

	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	5 600 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €

3) Le solde de la section d'investissement :

En l'état actuel des projections « au fil de l'eau », le solde de la section d'investissement aurait dû évoluer comme suit :

INVESTISSEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
DEPENSES	13 383 096 €	16 969 505 €	16 767 453 €	15 699 18 €	15 331 069 €	13 256 335 €	12 104 873 €
RECETTES	11 030 876 €	12 127 019 €	13 640 915 €	13 013 88 €	13 192 798 €	12 469 208 €	11 787 511 €
SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 247 780 €	-3 442 486 €	-1 726 538 €	-1 285 330 €	-738 271 €	612 873 €	1 082 638 €
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	5 641 712 €	8 889 492 €	5 447 006 €	3 720 468 €	2 435 38 €	1 696 867 €	2 309 740 €
RESTE SUR EXCEDENT D'INVESTISSEMENT	8 889 492 €	5 447 006 €	3 720 468 €	2 435 138 €	1 696 687 €	2 309 740 €	3 392 378 €

Sur la période 2021-2026, la section d'investissement ne présente pas de besoin de financement compte tenu des préfinancements prélevés en section de fonctionnement.

En apparence, la situation financière du Sdis76 semblait donc saine. Pour autant, il restait nécessaire de veiller à disposer d'une épargne disponible suffisante pour réaliser l'autofinancement volontaire de la section d'investissement et couvrir le solde net des amortissements.

B – Les perspectives de la section de fonctionnement au fil de l’eau:

Les développements qui vont suivre visent à présenter les ressources et les charges telles qu’elles auraient pu se profiler au fil de l’eau, en section de fonctionnement.

1) Les recettes de fonctionnement :

FONCTIONNEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
ATTENUATION DE CHARGES	776 095 €	763 029 €	766 230 €	769 463 €	772 729 €	776 011 €	779 358 €
PRODUITS DES SERVICES	2 103 052 €	1 823 287 €	1 765 315 €	1 903 803 €	1 783 800 €	1 772 684 €	1 802 166 €
AUTRES PARTICIPATIONS	84 868 612 €	85 325 230 €	85 710 740 €	86 270 538 €	87 774 493 €	87 736 017 €	88 457 355 €
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	6 758 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	541 808 €	929 160 €	1 137 683 €	1 146 210 €	1 154 822 €	1 163 520 €	563 193 €
OPERATIONS D'ORDRE	1 984 435 €	2 298 986 €	2 491 916 €	2 601 527 €	2 453 500 €	2 746 559 €	3 127 601 €
RECETTES	90 280 760 €	91 199 692 €	91 931 884 €	92 751 541 €	93 302 083 €	94 254 807 €	94 789 673 €

La crise sanitaire va impacter fortement l’économie mondiale et corrélativement l’économie nationale. Elle devrait notamment se traduire par une baisse de l’inflation.

Pour mémoire, l’an dernier, l’inflation retenue dans nos projections à horizon 2024 s’élevait à 1,10 % en moyenne.

Aujourd’hui, les conséquences du Covid-19 dégradent nos projections.

Même s’il est difficile d’envisager actuellement une inflation au-delà de 2022, il apparaît possible de prévoir un retour très progressif au niveau d’inflation initialement projeté sur la durée.

Afin de disposer d’un scénario le plus objectif possible, les prévisions s’appuient sur les projections macroéconomiques de la Banque de France connues en septembre 2020 ainsi que celles du Haut Conseil des finances publiques :

	2021	2022	2023	MOYENNE
Banque de France - Septembre 2020	0,5%	0,6%	1,0%	0,7%
Haut Conseil des finances publiques	0,4%	NC	NC	0,4%
Banque Centrale Européenne - Juin 2020	0,3%	0,8%	1,3%	0,8%
Moyenne	0,4%	0,7%	1,2%	0,8%

Les projections d’inflation, d’ici à 2026, ont été estimées de manière prudente en tenant compte du ralentissement de la croissance économique. Elles ont été réévaluées comme suit :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	MOYENNE
Scenario ROB 2021	0,1%	0,4%	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%	0,8%
Scenario ROB 2020	1,0%	1,2%	1,4%	1,4%	1,4%	1,4%	1,3%

Cet ajustement des prévisions d’inflation va obérer de fait le niveau d’une des principales recettes du Sdis.

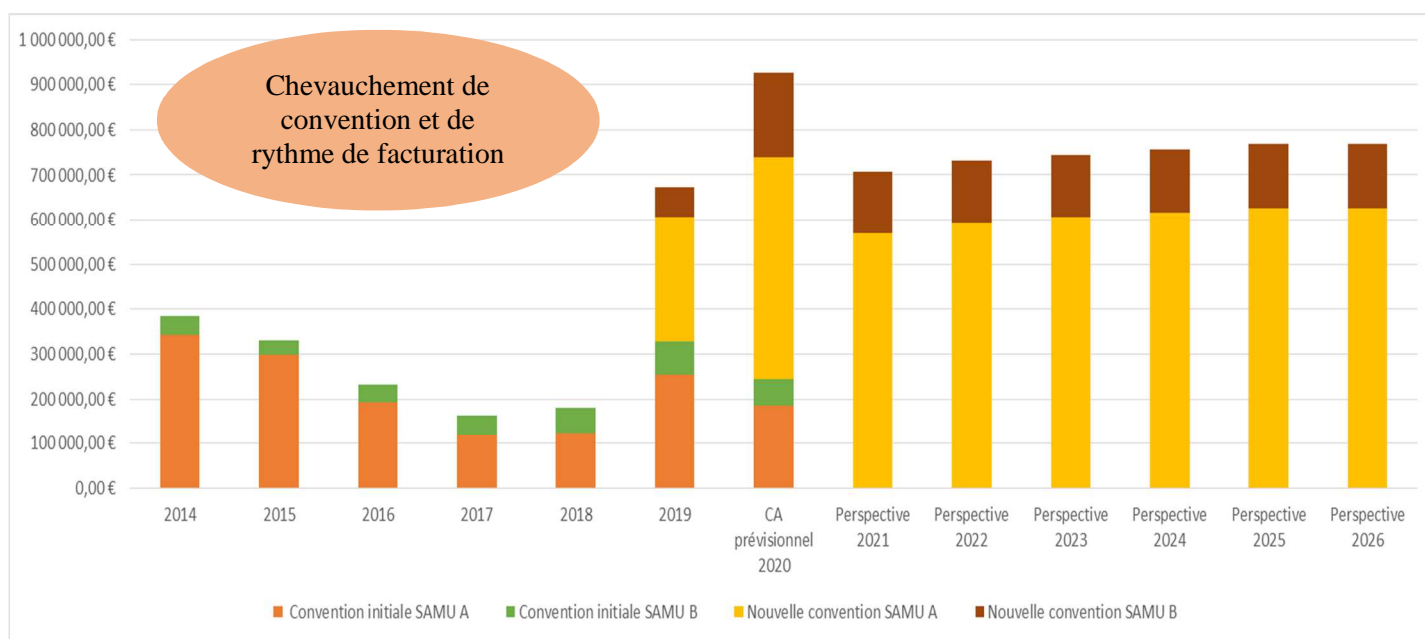
Pour mémoire, la progression des contributions communales et intercommunales est dépendante du niveau d’inflation.

Le ralentissement de l'inflation entraîne une perte de 1,2 M€ de recettes cumulées qui auraient pu être apportées par le bloc communal de 2021 à 2026.

Par ailleurs, les tarifs appliqués par le service étant également révisés par rapport à l'inflation, cet ajustement générera des pertes financières de manière durable sur les exercices à venir.

Pour autant, les négociations menées ces dernières années avec nos différents partenaires ont porté leur fruit dès 2020.

D'une part, les accords signés avec les SAMU ont permis d'assurer une juste compensation des carences opérées par le Service.



Ainsi, depuis le 1^{er} juillet 2019, date de prise d'effet des nouvelles conventions, le recensement des carences est plus précis et laisse escompter une augmentation des recettes associées.

D'autre part, la convention avec le Grand Port Maritime de Rouen a été finalisée et produit ses effets depuis le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 5 ans, soit plus d'1,6 M € sur la période.

Ainsi, les démarches entreprises depuis plusieurs exercices permettent d'atténuer les effets de la correction des prévisions d'inflation. Mais le risque de perte de recettes a conduit le service à rechercher des mesures d'économies par anticipation.

2) Les dépenses de fonctionnement :

FONCTIONNEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 888 174 €	10 653 702 €	10 761 821 €	10 847 916 €	10 847 916 €	11 022 177 €	11 110 354 €
FRAIS DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	66 324 562 €	68 946 681 €	70 788 782 €	72 255 911 €	72 255 911 €	73 744 288 €	74 629 020 €
AUTRES CHARGES COURANTE	1 011 307 €	982 132 €	1 003 428 €	1 018 284 €	1 029 946 €	1 035 922 €	1 041 961 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES	57 169 €	57 169 €	57 169 €	57 169 €	57 169 €	57 169 €	57 169 €
DOTATIONS AUX PROVISIONS	260 000 €	272 400 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	26 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
DIFFERENCES SUR REALISATIONS POSITIVES	28 719 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
CHARGES FINANCIERES	20 215 €	21 347 €	39 072 €	57 360 €	76 136 €	95 268 €	110 000 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	8 314 874 €	8 163 977 €	8 460 042 €	8 251 100 €	8 001 654 €	8 091 355 €	8 371 615 €
DEPENSES	86 931 774 €	89 097 408 €	91 110 314 €	92 487 400 €	92 969 756 €	94 046 179 €	95 324 826 €

Le périmètre des dépenses de fonctionnement a légèrement évolué par rapport à l'année dernière.

D'une part, il a été pris en compte les effets durables de la clause de revoyure du protocole d'accord syndical 2019-2021 qui ont été anticipés dès l'exercice 2020, à savoir :

- l'augmentation du niveau de la garantie prévoyance de base prise en charge par le Service,
- la création de 3 postes de caporaux au 1^{er} janvier 2020.

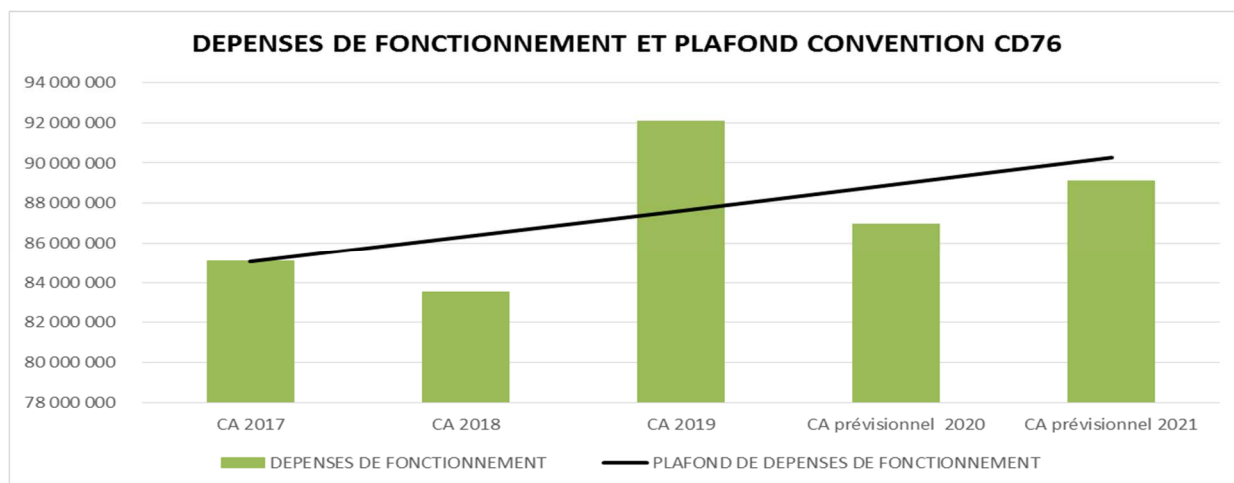
D'autre part, la participation financière de notre établissement au compte engagement citoyen (CEC) pour les sapeurs-pompiers-volontaires a été intégrée de manière pérenne puisque cette dépense est amenée à se renouveler désormais chaque année.

Ainsi, pour absorber les effets induits par le ralentissement de l'inflation appliqué aux recettes de fonctionnement et de la prise en compte des dépenses nouvelles, un objectif d'économies de l'ordre de 405 K € a été fixé aux services sur les charges courantes (hors masse salariale).

En tenant cet objectif, le Sdis76 aurait été en capacité de respecter ses engagements en matière de plafonds financiers au terme de la convention en 2021.

En effet, le Sdis 76 s'est engagé à contenir à + 1,5 % par an la progression moyenne de ses dépenses de fonctionnement et, plus précisément, à 1,4% par en moyenne celle de ses dépenses de personnel (chapitre 012).

Le respect des engagements vis-à-vis des plafonds de la convention du CD76 se traduit en projection comme suit :

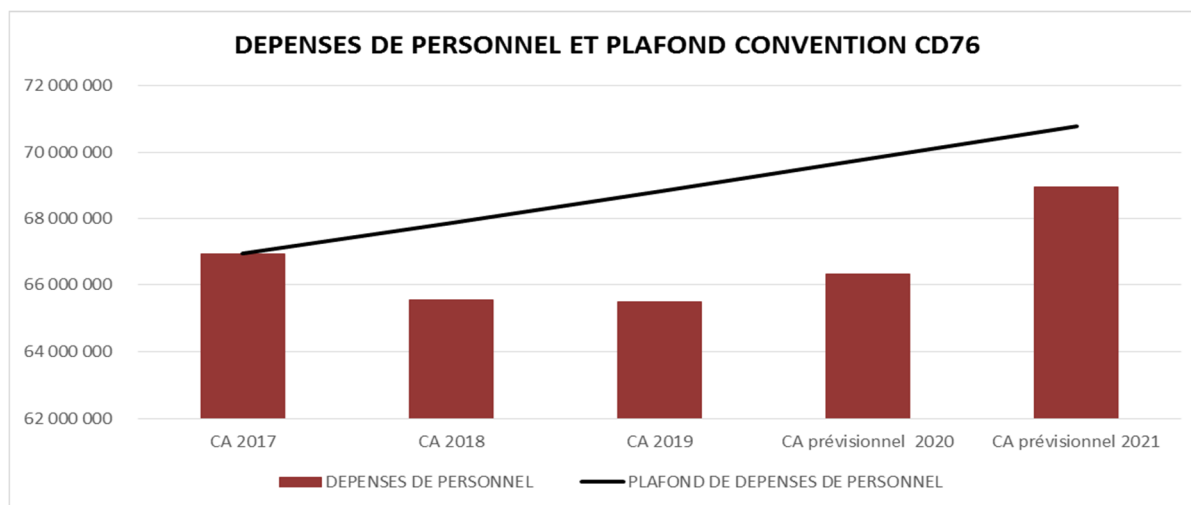


En dépenses de fonctionnement, le dépassement constaté en 2019 est exceptionnel et contrôlé dans la mesure où il ne remet pas en cause la trajectoire au terme de la convention.

Par ailleurs, ce « pic » de dépenses constitue, en réalité, une réserve pour financer des dépenses futures en lien avec des revendications syndicales, prises en compte dans les projections.

Au terme de la convention, les dépenses de fonctionnement aurait dû connaître une évolution moyenne de 1,19 % par an de 2017 à 2021.

S'agissant des dépenses de personnel, le Service aurait dû s'inscrire dans le respect de la convention avec une évolution moyenne annuelle de 0,74 % sur la période.



3) Le solde de la section de fonctionnement

En l'état des projections au fil de l'eau, le solde de la section de fonctionnement aurait donc dû évoluer comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
RECETTES	90 280 760 €	91 199 692 €	91 931 884 €	92 755 411 €	93 302 083 €	94 254 807 €	94 789 673 €
DEPENSES	86 931 774 €	89 097 408 €	91 110 314 €	92 487 401 €	92 969 756 €	94 046 179 €	95 324 826 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 348 986 €	2 102 284 €	821 570 €	263 801 €	332 327 €	808 €	-535 153 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 169 691 €	8 118 677 €	8 820 961 €	8 242 531 €	7 106 322 €	6 038 659 €	4 847 287 €
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	9 518 677 €	10 220 961 €	9 642 531 €	8 506 332 €	7 438 649 €	6 247 287 €	4 312 134 €

Le résultat annuel de la section aurait pu être positif en moyenne de 934 K€ ; de quoi alimenter sans difficulté un prélèvement volontaire à hauteur de 1,4 M€ par an sur l'excédent de fonctionnement reporté à destination de la section d'investissement.

4) Le montant de l'épargne nette :

L'épargne nette est un ratio permettant de mesurer l'épargne disponible pour financer l'effort d'équipement.

Cet indicateur est calculé à partir de l'épargne de gestion (recettes courantes – charges de gestion de l'exercice) auquel il est déduit les intérêts et le capital de la dette à rembourser au titre de l'exercice.

La mobilisation des emprunts est envisagée comme suit :

Montant emprunté en prospective (en €)	2021	2022	2023	2024	2025	2026
NPI	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €
Taux d'intérêt	1,20%	1,30%	1,40%	1,50%	1,60%	1,70%
Durée en années	17 ans	17 ans	17 ans	17 ans	17 ans	17 ans

En partant du capital à rembourser existant au 31 décembre 2020 et en intégrant les conditions financières théoriques de souscription de la nouvelle dette, les annuités sont estimées comme suit :

► En capital à rembourser en dépenses d'investissement :

INVESTISSEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
DETTE ACTUELLE	139 869 €	178 963 €	180 152 €	181 353 €	182 567 €	183 793 €	185 032 €
DETTE FUTURE	- €	- €	85 405,00 €	171 138,00 €	257 292,00 €	343 961,00 €	431 240,00 €
CAPITAL A REMBOURSER	139 869,00 €	178 963,00 €	265 557,00 €	352 491,00 €	439 859,00 €	527 754,00 €	616 272,00 €

► En frais financiers à régler en dépenses de fonctionnement :

FONCTIONNEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
INTERETS DE LA DETTE ACTUEL	18 400,00 €	21 347,00 €	19 872,00 €	18 385,00 €	16 899,00 €	15 373,00 €	13 847,00 €
INTERETS DE LA DETTE FUTURS	- €	- €	19 200,00 €	38 975,00 €	59 237,00 €	79 895,00 €	100 860,00 €
CHARGES FINANCIERES	18 400,00 €	21 347,00 €	39 072,00 €	57 360,00 €	76 136,00 €	95 268,00 €	114 707,00 €

Les éléments d'appréciation de l'évolution de l'épargne et de l'effort d'investissement au fil de l'eau sont présentés en annexe I - 1 du présent rapport.

On constate dans cette annexe qu'à partir de l'année 2021, l'épargne nette se dégraderait progressivement de 7,2 M€ à 3,6 M€ en 2026. Parallèlement, le montant de la dotation aux amortissements deviendrait supérieur à celui de l'épargne nette, en moyenne de 778 K€ sur la même période.

A ce stade et compte tenu des aléas qui peuvent intervenir dans la mise en œuvre des chantiers et des disponibilités projetées en section de fonctionnement, il n'y aurait pas eu lieu de s'inquiéter sur la capacité du Sdis76 à respecter le principe de l'équilibre réel de son budget conformément à l'article L1612-3 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cependant, le Sdis76 n'est plus assuré de tenir cette trajectoire au fil de l'eau. En effet, de nouvelles contraintes, non prises en compte jusqu'à présent, viennent désormais entraver le redressement escompté.

II – Les nouvelles mesures qui vont faire obstacle au redressement de la situation budgétaire escompté :

Les perspectives présentées dans le rapport d'orientations budgétaires 2020 reposaient sur des postulats et des partis pris déterminés en fonction des éléments identifiés et quantifiables budgétairement.

Cependant, de nouvelles normes ou de pratiques opérationnelles sont apparues. Elles engendrent des surcoûts qui n'avaient pas été anticipés l'an dernier. Elles impactent directement la situation financière du Sdis76 et la dégradent sérieusement.

A – Des surcoûts qui n’avaient pas été anticipés l’an dernier :

Il convient de distinguer « les coûts partis à intégrer » qui correspondent à des surcoûts d’ores et déjà actés, « des dépenses supplémentaires attendues », qui peuvent être définies comme des mesures ou obligations envisageables, probablement génératrices de surcoûts mais non en encore estimés financièrement.

L’origine de ces surcoûts peut être en lien avec le contexte sanitaire, opérationnel ou technique.

1) Les coûts partis à intégrer :

Trois mesures sont à détailler plus particulièrement :

- La revalorisation de l’indemnité de feu allouée aux sapeurs-pompiers professionnels (décret n°2020-903 du 24 juillet 2020) :

Ce décret vise à revaloriser la prime de feu en portant son taux de 19 % à 25 %. Cette revalorisation équivaut à un surcoût de l’ordre de 1,8 M€ par an pour le Sdis76, représentant un gain mensuel moyen d’environ 120 euros net par agent.

Concrètement, la mise en œuvre à compter du 1^{er} août 2020 de cette mesure approuvée lors du Conseil d’administration du 21 octobre 2020, se traduit comme suit sur la période envisagée :

	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
PRIME DE FEU	722 222 €	1 750 667 €	1 768 174 €	1 785 856 €	1 803 715 €	1 821 752 €	1 839 970 €

- La revalorisation du régime indemnitaire de certaines fonctions :

Dans le cadre des échanges réguliers prévus au titre de la clause de revoyure intégrée au protocole d’accord syndical, des mesures supplémentaires ont été prises en compte dans le dispositif à partir du 1^{er} janvier 2021.

Il s’agit notamment des mesures approuvées lors de la réunion de négociation du 10 septembre dernier et entérinée par le Bureau du Conseil d’administration le 21 octobre dernier, s’agissant de :

- l’augmentation du taux d’IAT des sergents et adjudants pour porter celui-ci à un taux de 4 points,
- l’augmentation du taux d’IFTS des lieutenants de 2^{ème} classe occupant les fonctions d’officier de garde pour porter celui-ci à un taux de 2 points.

Ces dispositions seront applicables à compter du 1^{er} janvier prochain et représentent un coût annuel estimé à près de 113 K€.

- L’application de la loi « pour l’équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous » (loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 dite Egalim) :

Ce texte de loi cible 5 mesures phares applicables à la restauration collective d’établissements en charge d’une mission de service public, en gestion directe ou concédée à une société de restauration privée.

La loi Egalim entraîne, tout d'abord, de nouvelles dispositions en matière d'approvisionnement de la restauration collective du Sdis76. En effet, le Service devra proposer au 1^{er} janvier 2022, au moins 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques. Il s'agit notamment des produits bénéficiant des signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine.

Le Service envisage de s'inscrire progressivement dans cette démarche : dès 2021 dans le cadre du renouvellement de son contrat de prestation sur le site de Saint-Valery-en-Caux et de manière lissée en 2021 et 2022 sur les autres sites fonctionnant en régie.

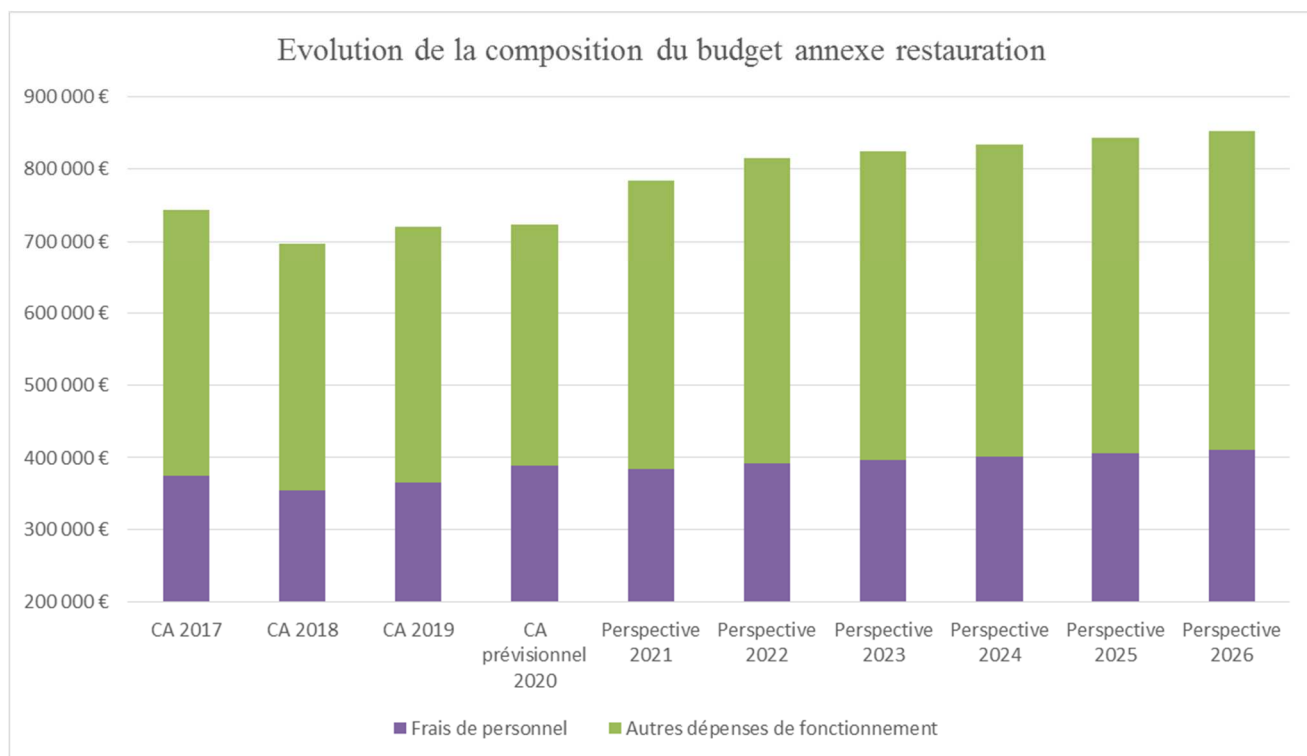
Il est estimé que l'application de ces nouvelles mesures, dont le contrôle sera opéré par rapport à leur poids financier par catégorie d'aliments, va générer un surcoût d'environ 20%.

Cela impactera indirectement le montant de la subvention d'équilibre sur les projections futures.

Il sera difficile de répercuter intégralement cette augmentation sur les tarifs pratiqués en conservant l'évolution de l'inflation comme seule référence.

En outre, au plus tard le 1^{er} janvier 2025, il devra être mis fin à l'utilisation de contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service de matière plastique.

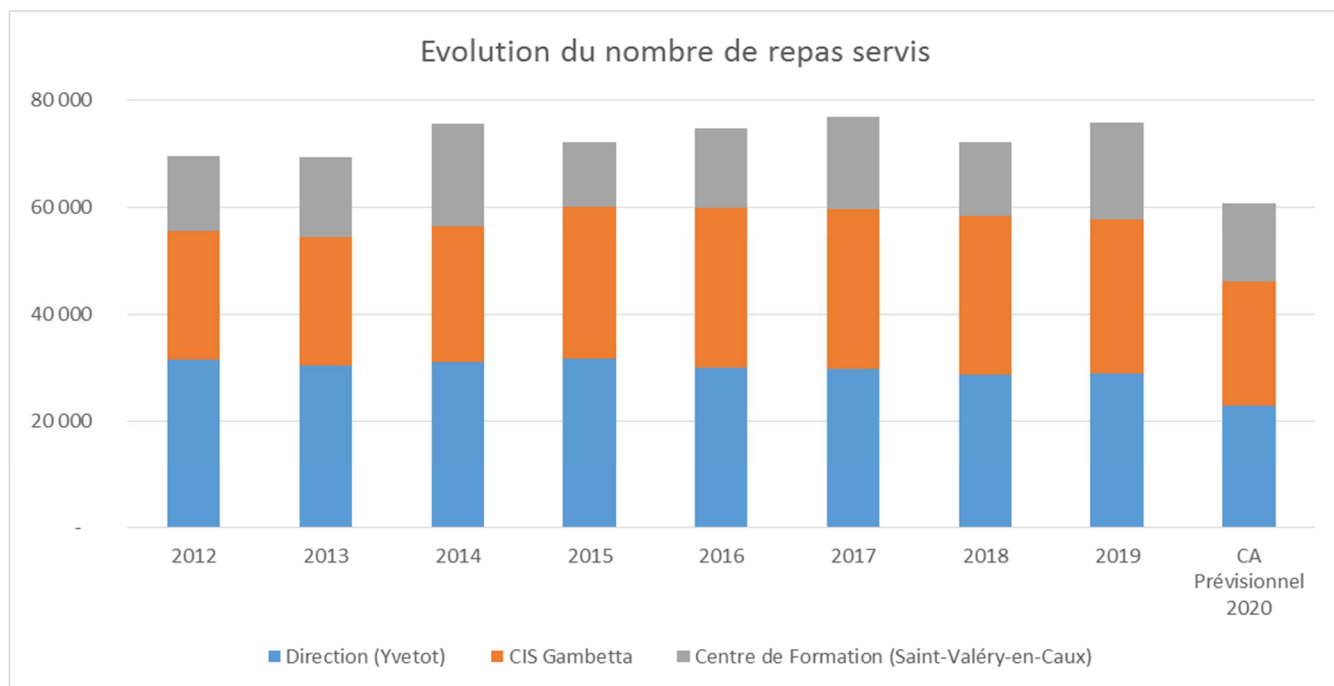
Hormis la baisse constatée en 2020, conséquence du 1^{er} confinement de mars à juin 2020, on peut constater les effets projetés de la loi Egalim dès 2021 :



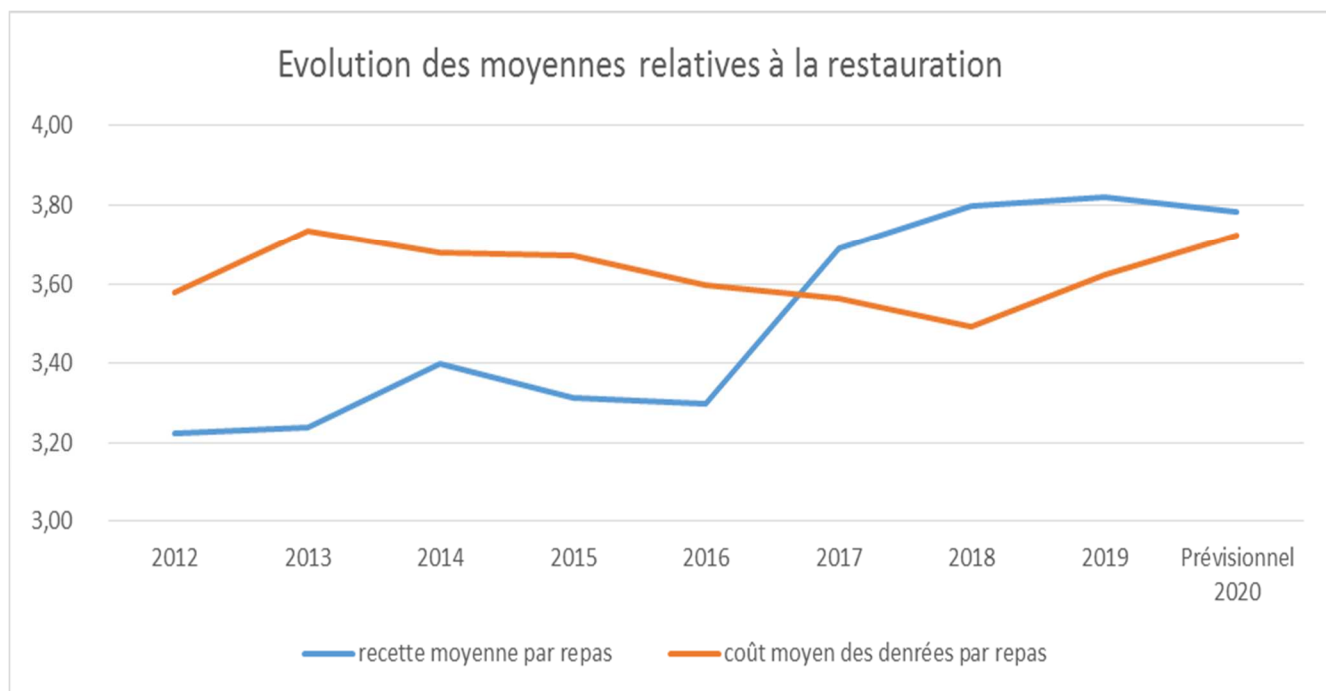
L'objectif du Service demeure de maîtriser l'évolution de la subvention d'équilibre versée au budget annexe restauration.

Pour cela, depuis toujours, le Service restauration cherche à fidéliser sa « clientèle » en conciliant qualité des produits et coût modéré.

Outre l'année 2020 jugée non représentative au regard de la crise sanitaire, on peut noter une relative stabilité du nombre des repas servis depuis 2015, hors centre de formation (dont les évolutions sont fonction des formations initiales organisées) :



Les recettes provenant de la revalorisation annuelle des tarifs suivant l'inflation et des facturations diverses des repas fournis permettent de couvrir le coût des matières premières depuis quelques années :



Pour autant, il est probable que la subvention d'équilibre progresse comme suit:

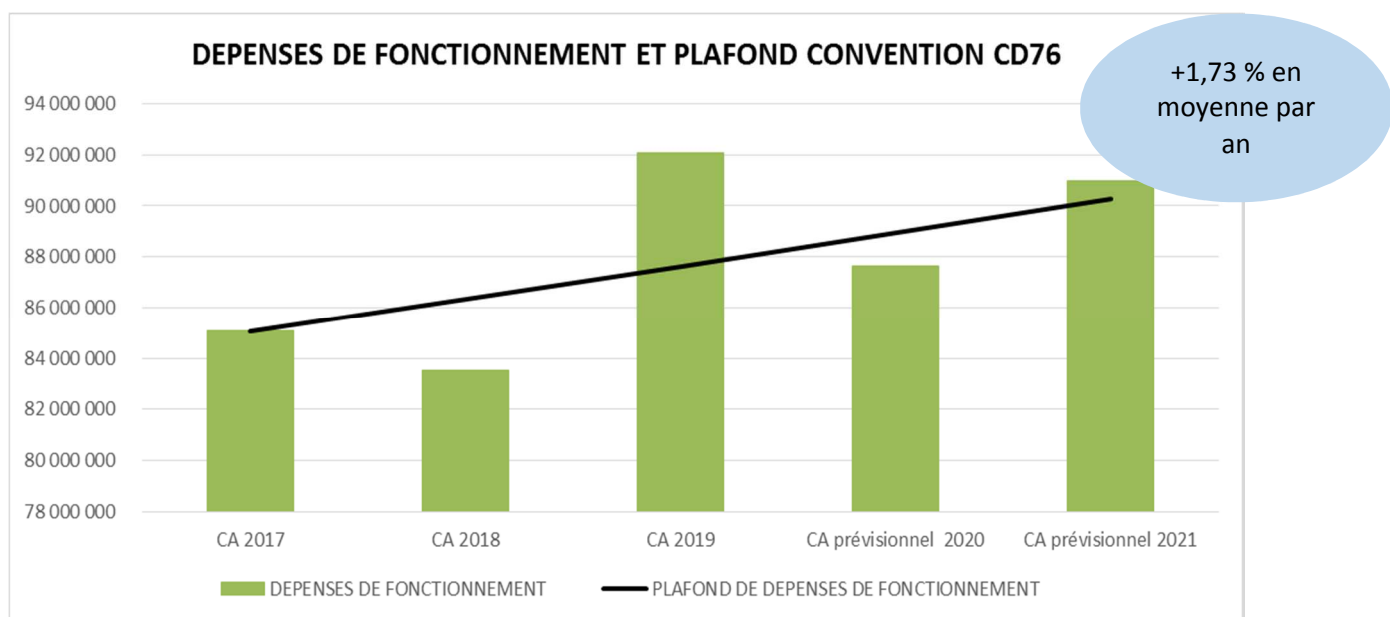
	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
SUBVENTION D'EQUILIBRE - ROB 2020	390 302 €	397 289 €	403 338 €	408 451 €	413 629 €	NC	NC
SUBVENTION D'EQUILIBRE - ROB 2021	422 339 €	398 338 €	417 291 €	426 286 €	432 025 €	437 651 €	443 158 €
Ecart	32 037 €	1 049 €	13 953 €	17 835 €	18 396 €	NC	NC

L'intégration de l'ensemble de ces nouveaux coûts va impacter la situation financière du Sdis76 :

	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
PRIME DE FEU	722 222 €	1 750 667 €	1 768 174 €	1 785 856 €	1 803 715 €	1 821 752 €	1 839 970 €
REVALORISATION DE REGIME INDEMNITAIRE		113 856 €	113 856 €	113 856 €	113 856 €	113 856 €	113 856 €
SURCOUT SUR SUBVENTION D'EQUILIBRE	32 037 €	1 049 €	13 953 €	17 835 €	18 396 €	NC	NC
TOTAL	754 259 €	1 865 572 €	1 895 983 €	1 917 547 €	1 935 967 €	1 935 608 €	1 953 826 €

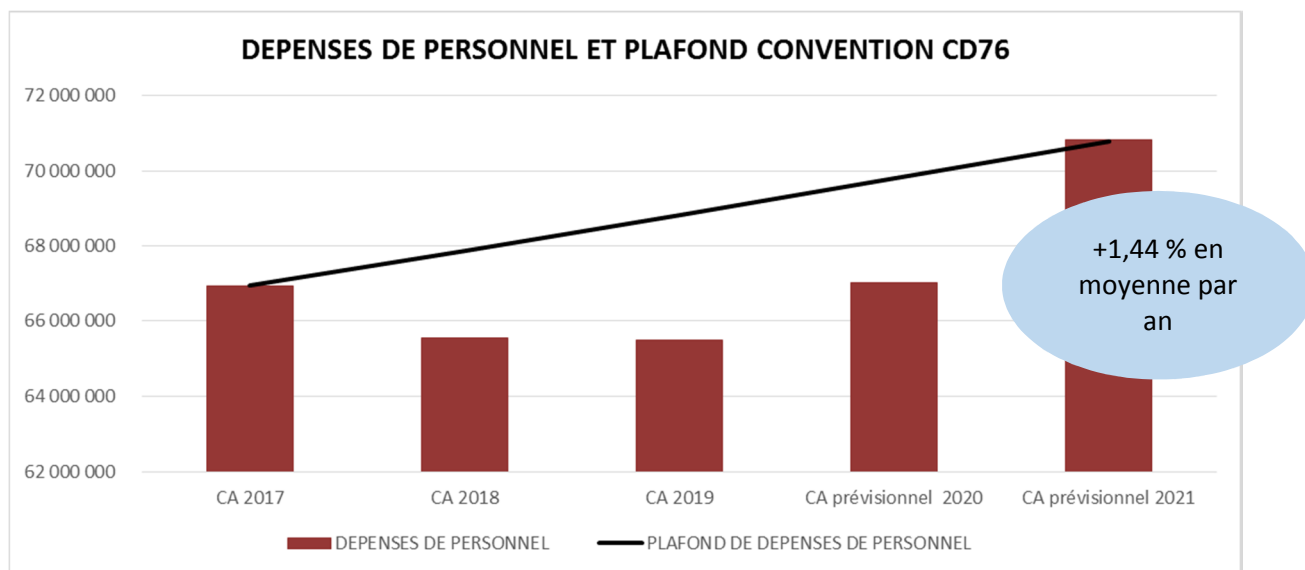
Il convient de souligner que ces montants non négligeables ne sont pas pris en compte actuellement dans la cadre du référentiel financier établi par la convention de partenariat conclue avec le Département.

Au terme de la convention en 2021, les dépenses de fonctionnement devraient connaître une évolution moyenne de + 1,73 % en moyenne par an, par rapport à un plafond moyen de + 1,5 % par an.



Ainsi, ces nouveaux éléments nécessitent une révision des engagements de maîtrise des dépenses pris auprès du Conseil départemental de la Seine Maritime.

S'agissant des dépenses de personnel, l'évolution moyenne est de + 1,44 % en moyenne par an, par rapport à un plafond moyen de + 1,4 % par an.



Outre les surcoûts qui sont déjà connus, le Service s'attend à des dépenses supplémentaires dont il est difficile, à ce stade, d'estimer l'impact budgétaire.

2) Les dépenses supplémentaires attendues :

Actuellement, il est possible d'identifier les éléments suivants de manière non exhaustive :

► Le contexte de la Covid-19 :

Pour faire face à ce risque nouveau, les sapeurs-pompiers doivent suivre des consignes opérationnelles et de sécurité plus strictes et adaptées à la situation visant à préserver leur état de santé et celui des personnes secourues.

Afin de limiter le risque de contamination entre les personnels ou entre une victime et les sapeurs-pompiers engagés sur intervention, chaque Sdis a développé sa propre stratégie d'action, en complément du respect des gestes barrières.

Au niveau opérationnel, il a été intégré le port, de manière systématique, d'une tenue de protection identifiée sous la dénomination de « kit Bio ».

De plus, au retour de chaque intervention en lien avec une personne potentiellement infectée, un protocole de désinfection des véhicules et des matériels est réalisé.

Le renforcement de ces mesures de protection en intervention, notamment dans le cadre des activités de secours à personne, devra se poursuivre en 2021 et risque de s'inscrire dans le temps.

Par ailleurs, une démarche de vaccination des sapeurs-pompiers, voire de l'ensemble du personnel, devrait voir le jour à terme.

Il apparaît complexe actuellement d'estimer précisément le coût supplémentaire de ces dispositions pour deux raisons :

- Il reste difficile d'identifier et projeter avec certitude les volumes nécessaires car ils sont fonction de la durée de la crise sanitaire ;
- Il existe de fortes incertitudes sur les coûts des tenues de protection, des masques et des gants dont les tarifs unitaires sont soumis aux variations de l'offre et de la demande en sachant qu'ils n'ont pas retrouvé un niveau comparable à celui qui précédait la crise sanitaire.

► Les conséquences du retour d'expérience sur l'intervention d'envergure sur un site industriel :

Suite à l'intervention du 26 septembre 2019 sur les sites de Lubrizol et de Normandie Logistique, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) du Sdis76 ont souhaité mettre en place une expertise externe pour risque grave.

Cette mission confiée à un cabinet spécialisé pour un montant de 98 280 TTC est en cours. Elle a débuté le 3 février 2020 et a connu une suspension en raison du contexte sanitaire.

Les préconisations de cette dernière sont attendues pour le 30 novembre 2020. Elles pourraient déboucher sur l'adoption de mesures supplémentaires ayant probablement un impact financier qu'il n'est pas possible d'estimer à ce stade.

► Les projets NexSIS et Réseau Radio du Futur (RRF)

Deux projets portant sur une refonte nationale des systèmes d'information pourraient avoir, à terme, des impacts financiers.

D'une part, le projet NexSIS qui est une « plateforme digitale de secours » ayant pour vocation de remplacer les systèmes traditionnels de gestion d'alertes et de gestion opérationnelle des services d'incendie et de secours.

D'autre part, le projet Réseau Radio du Futur qui est un réseau hybride s'appuyant sur les infrastructures des opérateurs commerciaux et qui pourrait remplacer, à terme, le dispositif Antares. La structure porteuse de projet proposera aux utilisateurs une offre de service en contrepartie d'une contribution financière dont le montant n'est pas connu actuellement.

Dans les deux cas, le Service devra se positionner sur une année de migration vers ces dispositifs.

A ce stade, il est envisagé un impact neutre en fonctionnement par substitution des coûts existants en termes de maintenance du système de gestion opérationnel (SGO) ou de contribution à Antares.

Cependant, il faut rester prudent. Il n'est pas certain que les périmètres techniques transférés se superposent intégralement. Il semble possible qu'ils soient amenés à coexister, temporairement ou non ; générant alors de nouvelles dépenses.

► De nouvelles revendications syndicales :

Dès 2019, les organisations syndicales ont déposé des cahiers revendicatifs.

La clause revoyure du protocole d'accord syndical a répondu partiellement à leurs demandes. Les autres points proposés par les organisations syndicales sont en cours d'analyse et d'évaluation budgétaire.

Nonobstant, une des principales revendications porte sur l'augmentation du nombre de sapeurs-pompiers à la garde au sein des effectifs.

L'ensemble des éléments énumérés, avec des coûts précisément identifiés ou non, ne seront pas sans impact budgétaire pour le Sdis76.

B – Leur impact sur la situation budgétaire du Sdis76 :

Il convient d'intégrer à minima « les coûts partis » dans la projection pour visualiser le nouveau solde de la section de fonctionnement et pouvoir ainsi appréhender le nouveau montant de l'épargne nette.

1) Le nouveau solde de la section de fonctionnement en tenant compte de ces surcoûts :

En l'état actuel, le nouveau solde de la section de fonctionnement devrait évoluer comme suit :

FONCTIONNEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
RECETTES	90 280 760 €	91 313 548 €	92 045 740 €	92 865 397 €	93 415 939 €	94 077 576 €	94 511 480 €
DEPENSES	87 653 996 €	90 961 931 €	92 992 344 €	94 387 452 €	94 887 327 €	95 981 787 €	97 278 652 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 626 764 €	351 617 €	- 946 604 €	- 1 522 055 €	- 1 471 388 €	- 1 904 211 €	- 2 767 172 €
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 169 691 €	7 396 455 €	6 348 072 €	4 001 468 €	2 479 413 €	1 008 025 €	- 896 186 €
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	8 796 455 €	7 748 072 €	5 401 468 €	2 479 413 €	1 008 025 €	- 896 186 €	- 3 663 358 €

On constate un déficit structurel qui croit à partir de 2022. En moyenne le niveau d'économie ou de recettes nouvelles à rechercher serait de près de 804 K€ par an.

A défaut, cette situation se traduirait par une consommation progressive de l'excédent au fil des exercices à partir de 2022 qui ne serait pas sans poser problème.

Alors même que la projection ne prend pas en compte de manière exhaustive les dépenses supplémentaires précédemment énoncées susceptibles de générer des surcoûts, l'équilibre budgétaire serait compromis dès 2025.

En outre, cela obligerait à revoir la stratégie de préfinancement de la nouvelle politique immobilière à compter de 2024 et par effet ricochet de réviser les ambitions de l'ensemble du futur PPI de l'ordre de 4,2 M€.

	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	5 600 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	- €	- €	- €

2) Le nouveau montant de l'épargne nette :

Au regard de cette projection, il convient d'analyser le nouveau montant de l'épargne nette.

Les éléments d'appréciation de l'évolution de l'épargne et de l'effort d'investissement sont présentés en annexe 1- II du présent rapport.

On constate que dès 2021, le montant de la dotation nette aux amortissements est largement supérieur à l'épargne nette. L'écart s'affirme de manière si conséquente qu'il ne paraît envisageable d'escompter un rétablissement sur la simple présomption de décalage de décaissements.

Il revient alors au Service de rechercher les moyens de faire face au financement de ces mesures.

III – Les alternatives qui se présentent au Sdis76 pour faire face au financement de ces mesures :

Pour faire face au financement de ces mesures, le Sdis76 dispose de peu de marges de manœuvre. Seuls deux axes peuvent être envisagés pour dégager des économies : réduire ou maîtriser l'évolution de ses dépenses et / ou optimiser le montant de ses ressources.

Il convient ainsi de développer les différentes alternatives pouvant être activées par le Service tant en investissement qu'en fonctionnement.

A – Les marges de manœuvre pouvant être activées en investissement pour réduire les charges de fonctionnement :

En section d'investissement, deux options sont ouvertes : baisser le volume des dépenses d'investissement pour réduire les charges de fonctionnement correspondant à la dotation aux amortissements ou réduire l'autofinancement des investissements immobiliers.

1) Réduire les ambitions de dépenses du plan pluriannuel d'investissement :

En considérant que la moyenne d'amortissement des dépenses du plan pluriannuel d'équipement (PPE) est de 10 ans et que le volume annuel des crédits est de 4,3 M€, une année sans réaliser aucun investissement dans cette catégorie de dépenses dégagerait 430 K€ d'économie.

Il faudrait s'orienter vers 2 années blanches successives au niveau du PPE pour couvrir le déficit annuel projeté.

Cette option de geler la mise en œuvre du PPE est inenvisageable au regard des besoins opérationnels et des obligations réglementaires de renouvellement de matériels qui garantissent la sécurité des agents du Service.

2) Rechercher des recettes supplémentaires :

S'agissant des recettes d'investissements dans le domaine immobilier, le Conseil départemental, soucieux de contribuer à la nouvelle politique immobilière, a acté un doublement de sa participation à ces investissements (20% du montant HT des opérations au lieu de 10%) dans le cadre d'un avenant n°2 à la convention de partenariat avec le Département.

Cela va permettre au service de réduire l'autofinancement des investissements immobiliers de l'ordre de 2,1 M€.

En conservant la même stratégie de mobilisation de l'emprunt, on constate un faible impact sur le volume de dette nouvelle à lever (-800 K€):

	Période 2021-2026
Volume de dépenses Immobilières HT	37 243 443 €
Subventions	7 217 881 €
Volume restant à financer	30 025 562 €
Projection d'emprunt à 40%	12 010 225 €

Cette diminution du volume à emprunter ne générerait, par ailleurs qu'une réduction des charges financières de l'ordre de 29 K€ sur la période 2021-2026.

B – Rechercher des recettes de fonctionnement nouvelles :

Dans le cadre de la recherche de recettes de fonctionnement nouvelles, deux pistes s'ouvrent au Service : soit auprès des partenaires institutionnels ou soit auprès de nos autres partenaires, non institutionnels.

1) Les partenaires institutionnels :

Cette option semble difficile à mettre en œuvre au niveau de nos partenaires institutionnels pour les raisons suivantes :

D'une part, au niveau du bloc communal, la progression de l'enveloppe globale des contributions appelée auprès des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) est plafonnée en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Cette possibilité ne peut être identifiée comme un levier supplémentaire car le Service applique généralement le taux d'inflation maximum.

D'autre part, s'agissant du Département de la Seine-Maritime, il est fortement affecté par la crise sanitaire à la fois en dépenses (risque d'augmentation des dépenses sociales et particulièrement du revenu de solidarité active) et doublement au niveau des recettes :

- La mise à l'arrêt du secteur de la construction pendant le 1^{er} confinement et le ralentissement du rythme des transactions immobilières risquent de provoquer une diminution du produit des droits de mutations à titre onéreux (DMTO) de l'ordre 30 % en 2020 ;

- A compter de 2021, le Département va perdre son dernier levier fiscal avec le transfert aux communes de sa part de taxe foncière en contrepartie d'une fraction de Tva équivalente. Or, cette recette est sensible à la conjoncture économique et le contexte actuel n'incite pas à l'optimisme au niveau des prévisions de consommation futures.

Ainsi, le Sdis76 ne dispose pas de marge de manœuvre auprès de ses partenaires institutionnels même si leur apport moyen, à hauteur de 63,39 € parhabitant en 2020 (recettes du Département et du bloc communal/Population DGF n-1), demeure inférieur à la moyenne des Sdis de la même catégorie.

Dès lors, il semble plus opportun que l'établissement poursuive ses démarches afin que les générateurs de risques particuliers contribuent aux dépenses de fonctionnement qu'ils induisent.

2) Les autres partenaires :

Deux pistes sont en cours d'exploration par le Sdis76 mais ces dernières ne devraient pas aboutir à court terme.

D'une part, les missions de secours à personnes accomplies par le Sdis76 en dehors de son champ de compétence propre et à la demande de la régulation des SAMU relèvent soit « de carences ambulancières » ou « d'appuis logistiques SMUR ».

Après le travail effectué sur les carences, le Service mène depuis début septembre, une démarche de concertation avec les établissements sièges des services mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR).

Sur la base d'une définition partagée de l'appui logistique aux SMUR, il est recherché la définition d'un cadre conventionnel susceptible de recueillir l'adhésion de l'ensemble des acteurs, notamment sur les conditions de prise en charge financière.

En effet, dans le cas des patients dont l'état nécessite de façon urgente une prise en charge médicale et de réanimation, le Sdis76 est amené à effectuer régulièrement des transports médicalisés à la demande des SMUR. Comme le prévoit le code de la santé publique, le Service peut, par voie de convention, facturer ses interventions aux établissements hospitaliers, sièges d'un SMUR, qu'il supplée.

D'autre part, l'établissement s'attache actuellement à étendre les participations financières en fonctionnement de ses partenaires tels que les Centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) de Paluel et Penly, en raison des risques particuliers qu'ils engendrent.

A défaut de trouver des recettes auprès de ces partenaires dans l'immédiat, il convient d'envisager de rechercher des économies en dépenses de fonctionnement.

C – Rechercher des économies de fonctionnement :

Traditionnellement, les recherches d'économie en fonctionnement portent tout d'abord sur les charges courantes puis sur les dépenses de personnel.

1) Les charges courantes

Depuis 2015, le Service a entrepris des efforts de rationalisation de ses charges courantes qui se traduisent par une baisse de près de 10 % malgré l'évolution des coûts sur les fluides, la maintenance des outils (notamment celle du nouveau SGO) et l'intégration de mesures nationales qui s'imposaient au Service (progression des taxes sur le carburant et sur le gaz naturel...).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA prévisionnel 2020	Variation 2015-2020 (en %)	Variation 2015-2020 (en €)
CHARGES A CARACTERE GENERAL	12 075 885 €	10 564 469 €	9 825 644 €	9 493 440 €	9 939 791 €	10 888 174 €	-9,84%	- 1 187 711 €

Ces efforts ont porté de manière non exhaustive sur les domaines suivants :

- La modernisation des outils de gestion,
- La révision de certaines politiques de dotation ou d'entretien,
- Le développement des mutualisations.

Il paraît alors difficile d'aller plus loin dans la démarche de maîtrise des dépenses sur ce chapitre sans envisager des modifications substantielles dans l'organisation des services.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les mesures à surcoût potentiel (évoquées au II-A-2) devront être absorbées dans les enveloppes de crédits existantes dans la mesure du possible.

Ainsi, l'effort semble désormais devoir porter sur les charges de personnel.

2) La masse salariale

Afin de maîtriser la progression des charges de personnel, le Sdis s'était engagé sur la voie d'un retour progressif à l'occupation d'un maximum de postes d'ici à 2023.

Pour absorber une partie des surcoûts salariaux générés par l'augmentation de la prime de feu et la revalorisation du régime indemnitaire de certains grades, le Service pourrait être amené à adapter sa politique de recrutement et reporter son objectif dans le temps.

En outre, en vue d'atténuer les conséquences financières de la mise en œuvre de la prime de feu, le Président du Conseil d'administration a interpellé Monsieur le Premier Ministre en proposant la suppression de la sur-cotisation versée par les Sdis et les sapeurs-pompiers professionnels à la caisse nationale de retraite des collectivités locales (CNRACL).

Lors de l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, l'Assemblée nationale a adopté le 22 octobre dernier un amendement du Gouvernement tendant à supprimer, à compter du 1er janvier 2021, la part patronale de la sur cotisation à la CNRACL dont le montant est estimé à 900 K€ par an pour le Sdis⁷⁶.

Une fois n'est pas coutume, une disposition législative nouvelle pourrait constituer une réelle aubaine.

Cependant, cette disposition n'étant pas encore définitivement actée, la prudence conduit à ne pas en tenir compte dans les prévisions à ce stade.

D – Le résultat de ces combinaisons de solutions :

Aucune des alternatives présentées ne permet à elle seule de faire face au financement des « coûts partis » en section de fonctionnement.

1) L'hypothèse envisagée :

L'hypothèse retenue qui permettrait de financer ces surcoûts est le résultat d'une combinaison des 4 éléments suivants :

- conserver les ambitions du Plan pluriannuel d'investissement en l'état actuel,
- prendre en compte le doublement de la participation du Département en investissement (soit 20 % du montant HT de la tranche travaux)
- maintenir le volume de dette à souscrire à 9,6 M€ sur la période 2021-2026,
- maintenir les recrutements au niveau des postes pourvus actuellement.

Cela se traduit en termes de projections de la manière suivante :

► Le nouveau solde de la section de fonctionnement :

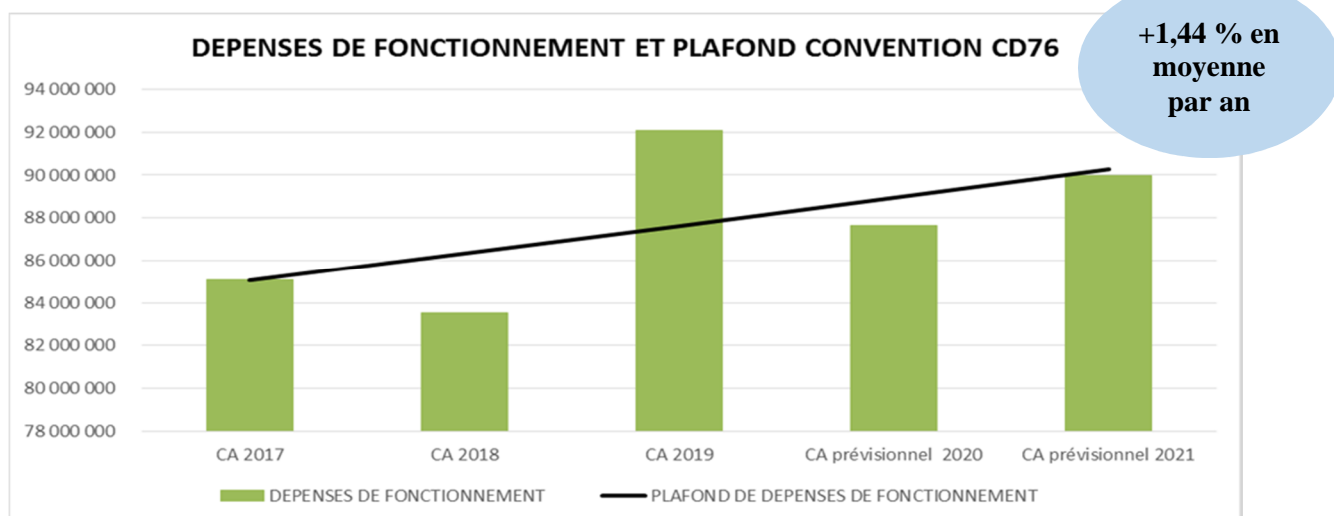
FONCTIONNEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
RECETTES	90 280 760 €	91 313 548 €	92 045 740 €	92 863 97 €	93 415 939 €	94 077 575 €	94 511 480 €
DÉPENSES	87 653 996 €	89 973 533 €	91 994 062 €	93 415 92 €	94 321 656 €	95 781 087 €	97 278 652 €
SOLDE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	2 626 764 €	1 340 015 €	51 678 €	-554 195 €	-905 717 €	-1 703 512 €	-2 767 172 €
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 169 691 €	7 396 455 €	7 336 470 €	5 988 148 €	4 033 338 €	3 128 236 €	1 424 724 €
AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE	8 796 455 €	8 736 470 €	7 388 148 €	5 433 953 €	3 128 335 €	1 424 724 €	-1 342 448 €

Sur la période 2020-2026, le résultat annuel de la section d'exploitation est déficitaire en moyenne de 273 K€.

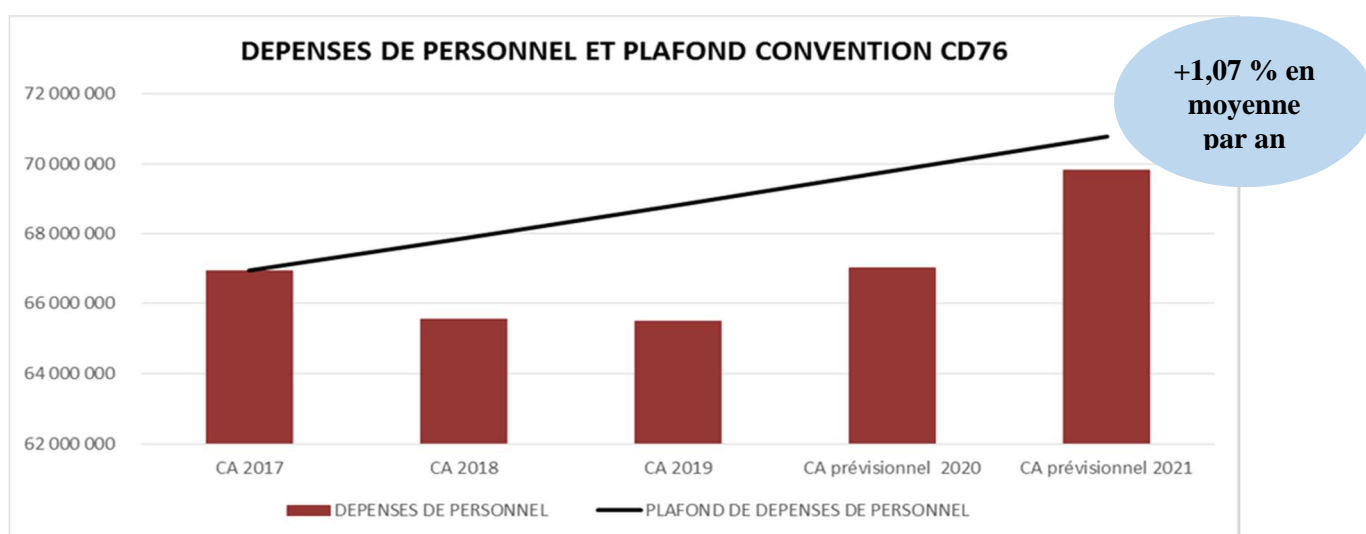
Dans cette hypothèse, on constate que le Service consomme, de manière plus modérée, son excédent reporté afin de couvrir le déficit annuel ce qui lui permet d'équilibrer son budget une année supplémentaire.

Ces perspectives d'évolution de la section de fonctionnement permettraient néanmoins de garantir le respect des engagements souscrits auprès du Département jusqu'en 2021.

En effet, au terme de la convention, les dépenses de fonctionnement devraient connaître une évolution moyenne de +1,44 % en moyenne par an.



S'agissant des dépenses de personnel, l'évolution moyenne serait de +1,07 % en moyenne par an.



Cependant, avec cette hypothèse, le Service ne pourrait pas poursuivre sa stratégie d'autofinancement volontaire de la section d'investissement à partir de 2025 et devrait envisager de réduire son PPI de l'ordre de 2,8 M€.

	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	5 600 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	1 400 000 €	0 €	0 €

► Le nouveau solde de la section d'investissement :

Les perspectives de la section d'investissement se traduiraient alors comme suit :

INVESTISSEMENT	CA prévisionnel 2020	Perspective 2021	Perspective 2022	Perspective 2023	Perspective 2024	Perspective 2025	Perspective 2026
DEPENSES	13 383 096 €	16 969 505 €	16 767 453 €	15 699 18 €	15 331 069 €	13 256 334 €	12 104 873 €
RECETTES	11 240 722 €	12 274 819 €	14 261 135 €	13 070 888 €	14 011 700 €	12 868 874 €	11 917 511 €
SOLDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 457 626 €	-3 294 686 €	-1 106 318 €	-1 222 530 €	80 631 €	-387 460 €	-187 362 €
EXCEDENT D'INVESTISSEMENT REPORTE	5 641 712 €	9 099 338 €	5 804 652 €	4 698 334 €	3 475 888 €	3 556 435 €	3 168 975 €
RESTE SUR EXCEDENT D'INVESTISSEMENT	9 099 338 €	5 804 652 €	4 698 334 €	3 475 804 €	3 556 35 €	3 168 975 €	2 981 613 €

2) Le nouveau montant de l'épargne nette :

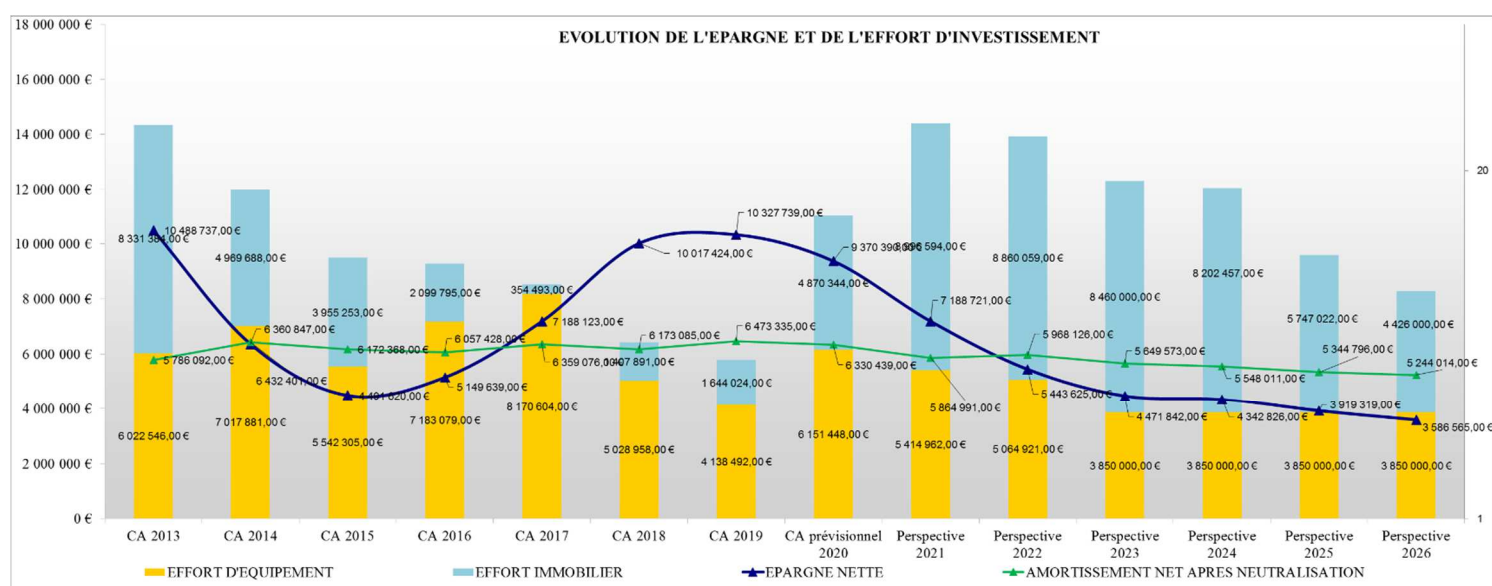
Les éléments d'appréciation de l'évolution de l'épargne et de l'effort d'investissement sont présentés en annexe I- III du présent rapport.

On constate que les évolutions restent comparables à celles présentées en annexe I - II.

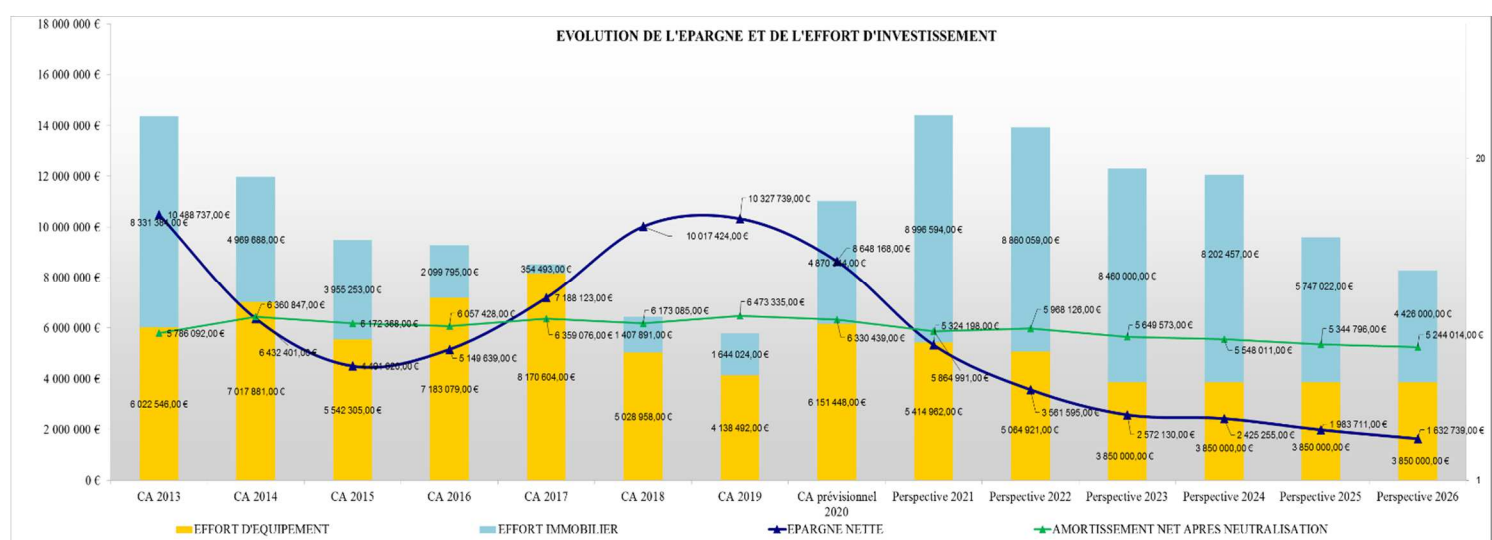
Cela doit inciter le Service à mettre à profit la durée du mandat pour améliorer fortement son ration d'épargne nette et à rester vigilant sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement récurrentes.

**ANNEXE N° 1 : EVOLUTION DE L'EPARGNE ET DE
L'EFFORT D'INVESTISSEMENT DU SDIS 76**

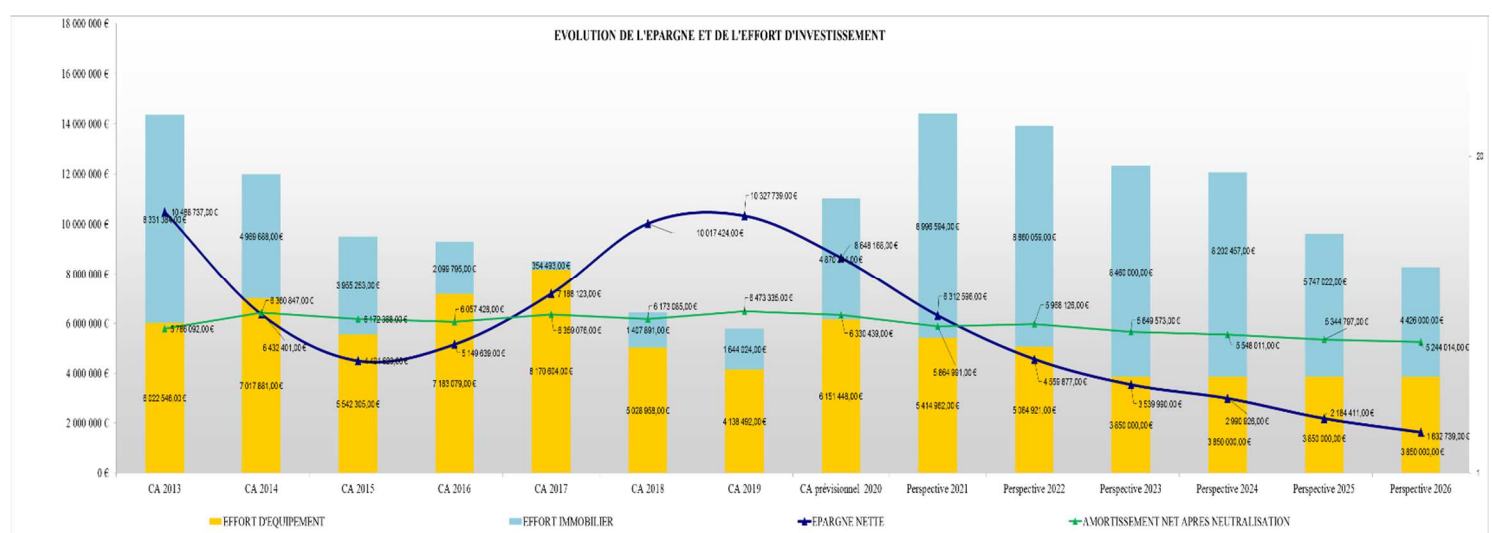
I) Au fil de l'eau



II) Avec les surcoûts appliqués



III) Application de mesures de financement ou de compensation



ANNEXE N° 2 : LA DETTE DU SDIS 76

La dette au 31 décembre 2020

Le Sdis 76 n'a contracté des contrats d'emprunt qu'en lien avec son budget principal.

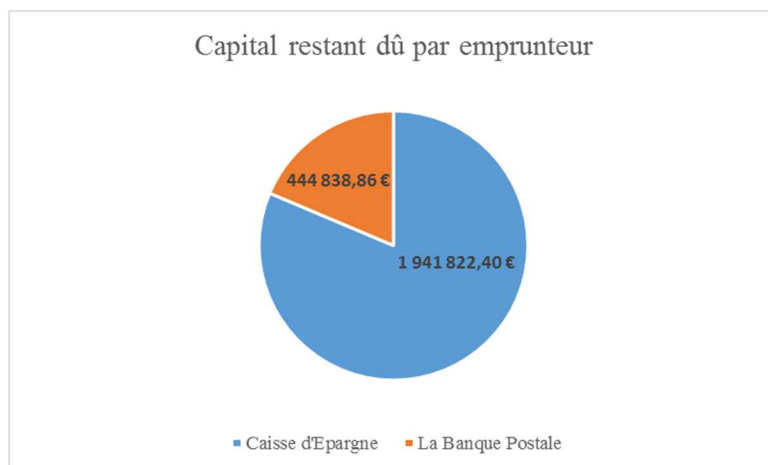
La nature de la dette

La dette peut être synthétisée comme suit :

Désignation	Capital restant dû (CRD)	Annuité	Taux moyen	Durée de vie résiduelle
Consolidation mars 2017	935 848,33 €	63 994,31 €	1,31%	16 ans et 3 mois
Consolidation décembre 2017	578 474,07 €	64 105,81 €	0,53%	9 ans
Consolidation mars 2020	427 500,00 €	24 571,19 €	0,62%	9 ans et 6 mois
Consolidation juin 2020	444 838,86 €	6 573,79 €	0,86%	19 ans et 9 mois
Total dette	2 386 661,26 €	159 245,10 €		13 ans et 7 mois

La répartition par prêteurs

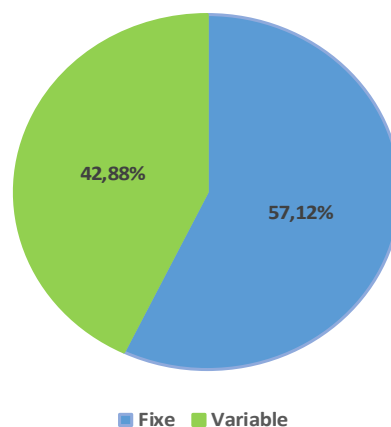
Au 31 décembre 2020, le Sdis 76 a contracté avec deux prêteurs : la Caisse d'Epargne Normandie et la Banque Postale.



La typologie de risque de la dette

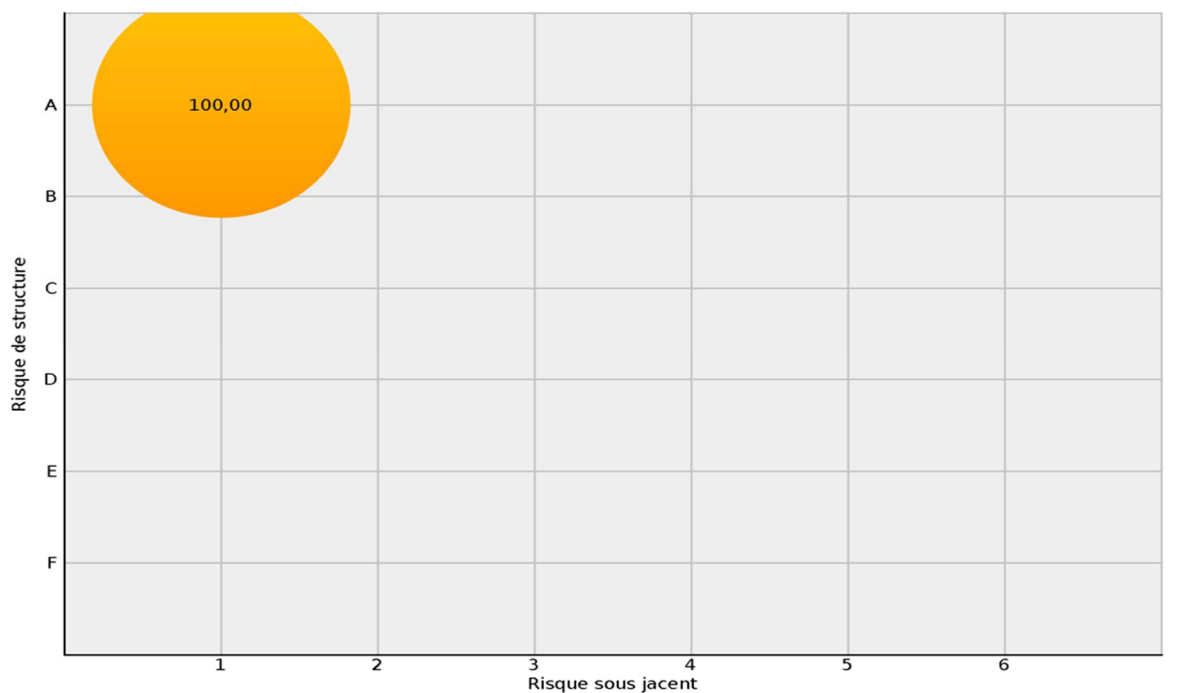
Type	Encours	% d'exposition
Fixe	1 363 348,33 €	57,12%
Variable	1 023 312,93 €	42,88%
Ensemble des risques	2 386 661,26 €	100,00%

Répartition par type de risque



Les emprunts en cours ne présentent pas de risque car ils sont intégralement classés en catégorie 1A de la charte Gissler.

Risque faible



Risque élevé

Taille de la bulle = % du CRD

Tableaux des risques

	Indices sous-jacents
1	Indices zone euro
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices
3	Écarts d'indices zone euro
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro
5	Ecart d'indices hors zone euro

	Structures
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
C	Option d'échange (swaption)
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé
E	Multiplicateur jusqu'à 5

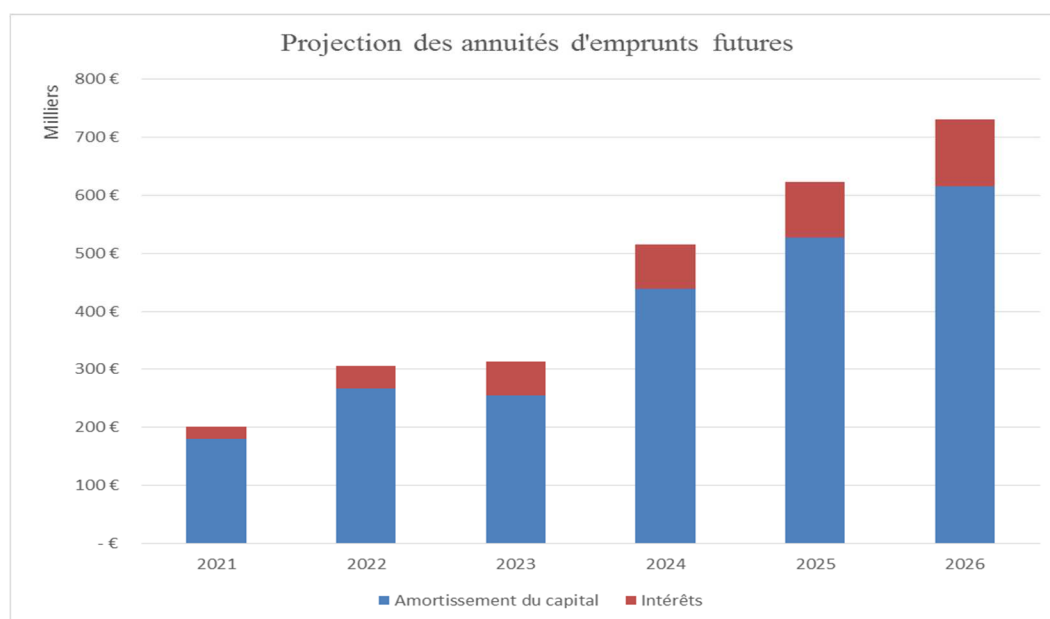
La dette projetée

Le montant du nouveau capital souscrit chaque année est conforme aux éléments développés précédemment dans le corps du rapport.

Ainsi, le calcul des annuités est projeté suivant les conditions suivantes :

Montant emprunté en prospective (en €)	2021	2022	2023	2024	2025	2026
NPI	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €	1 600 000 €
Taux d'intérêt	1,20%	1,30%	1,40%	1,50%	1,60%	1,70%
Durée en années	17 ans	17 ans	17 ans	17 ans	17 ans	17 ans

Soit une évolution des annuités prévisionnelles correspondant à :



La capacité de désendettement

La capacité de désendettement projetée :

Elle est calculée comme suit :

Capacité de désendettement = Encours de la dette au 31/12/N / Epargne brute

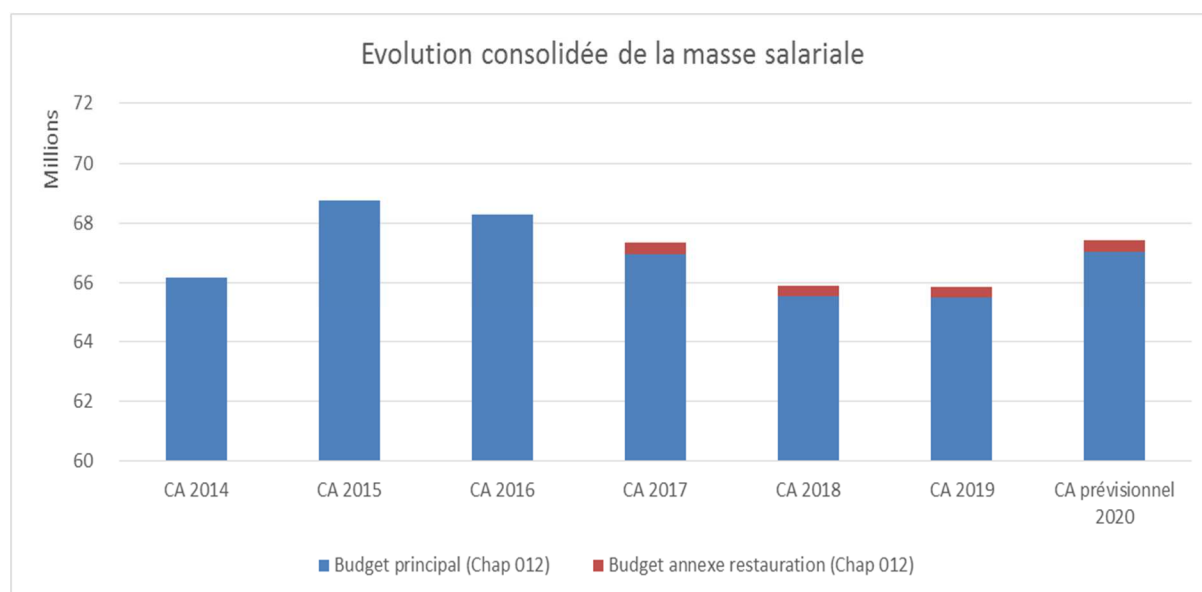
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Capacité de désendettement (encours dette/épargne brute)	0,27 ans	0,59 ans	1,07 ans	1,64 ans	2,20 ans	3,18 ans	4,27 ans

Il faut veiller à ce que cette capacité n'excède pas 8 années.

ANNEXE N° 3 : LA MASSE SALARIALE DU SDIS 76

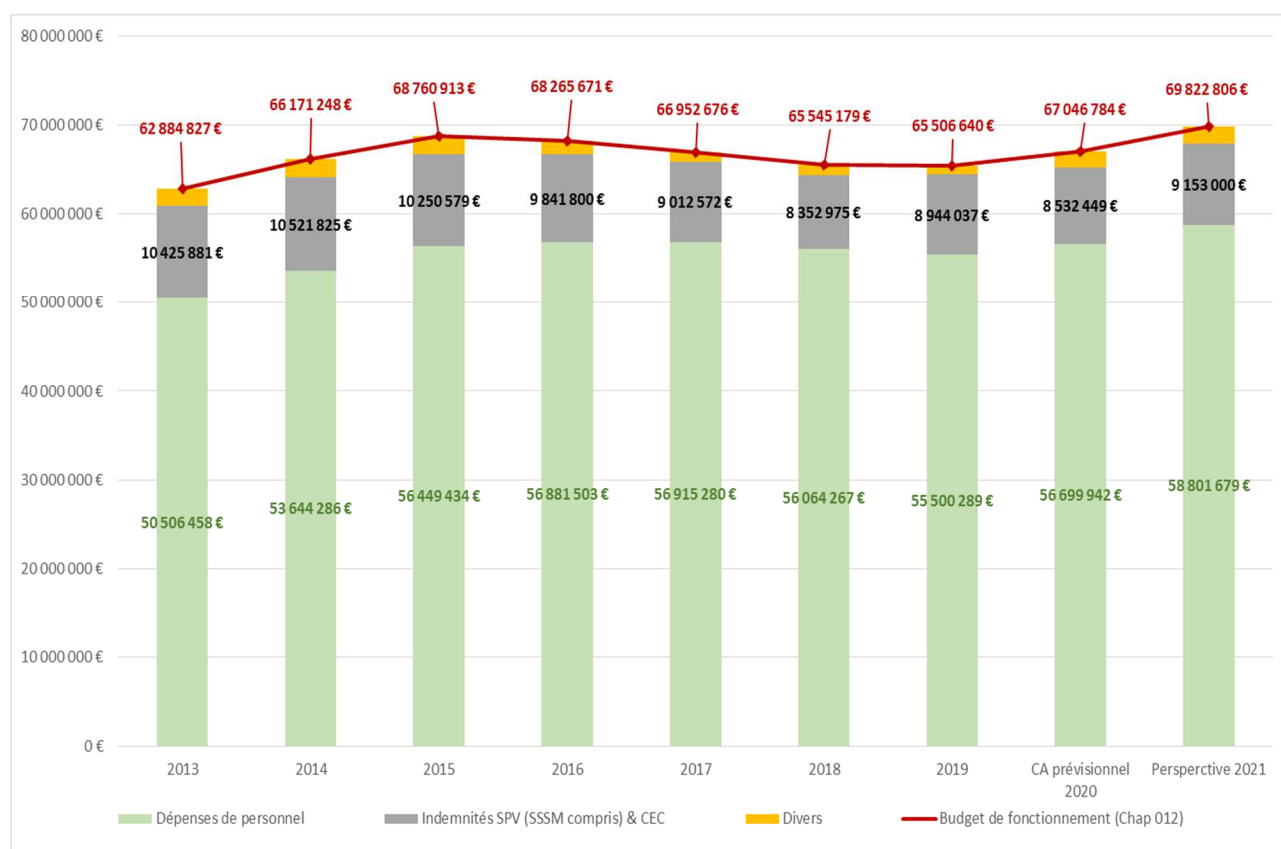
La masse salariale

L'évolution consolidée de la masse salariale se présente comme suit :

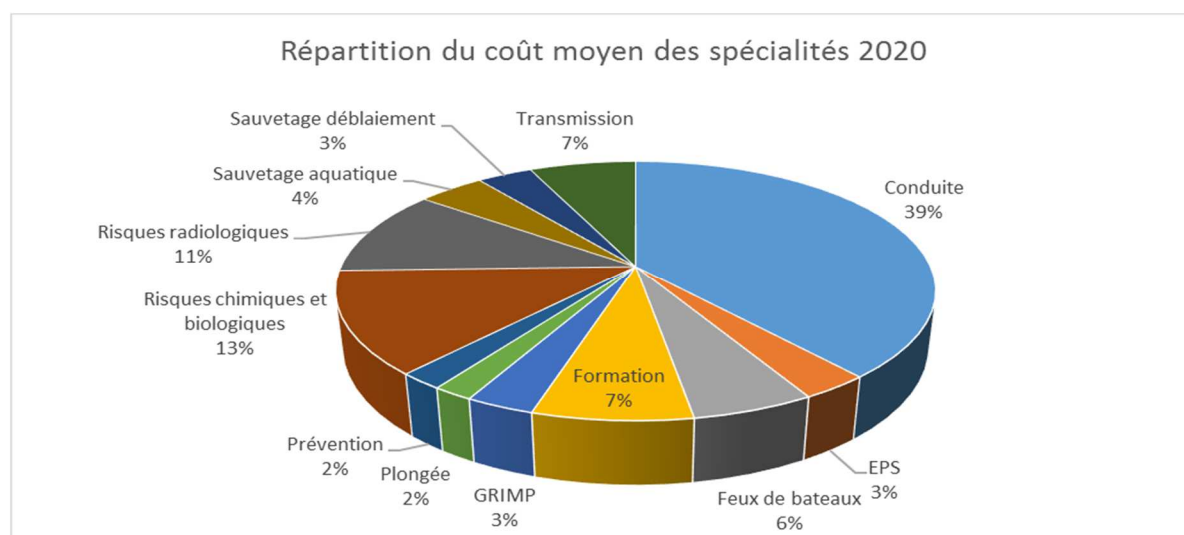
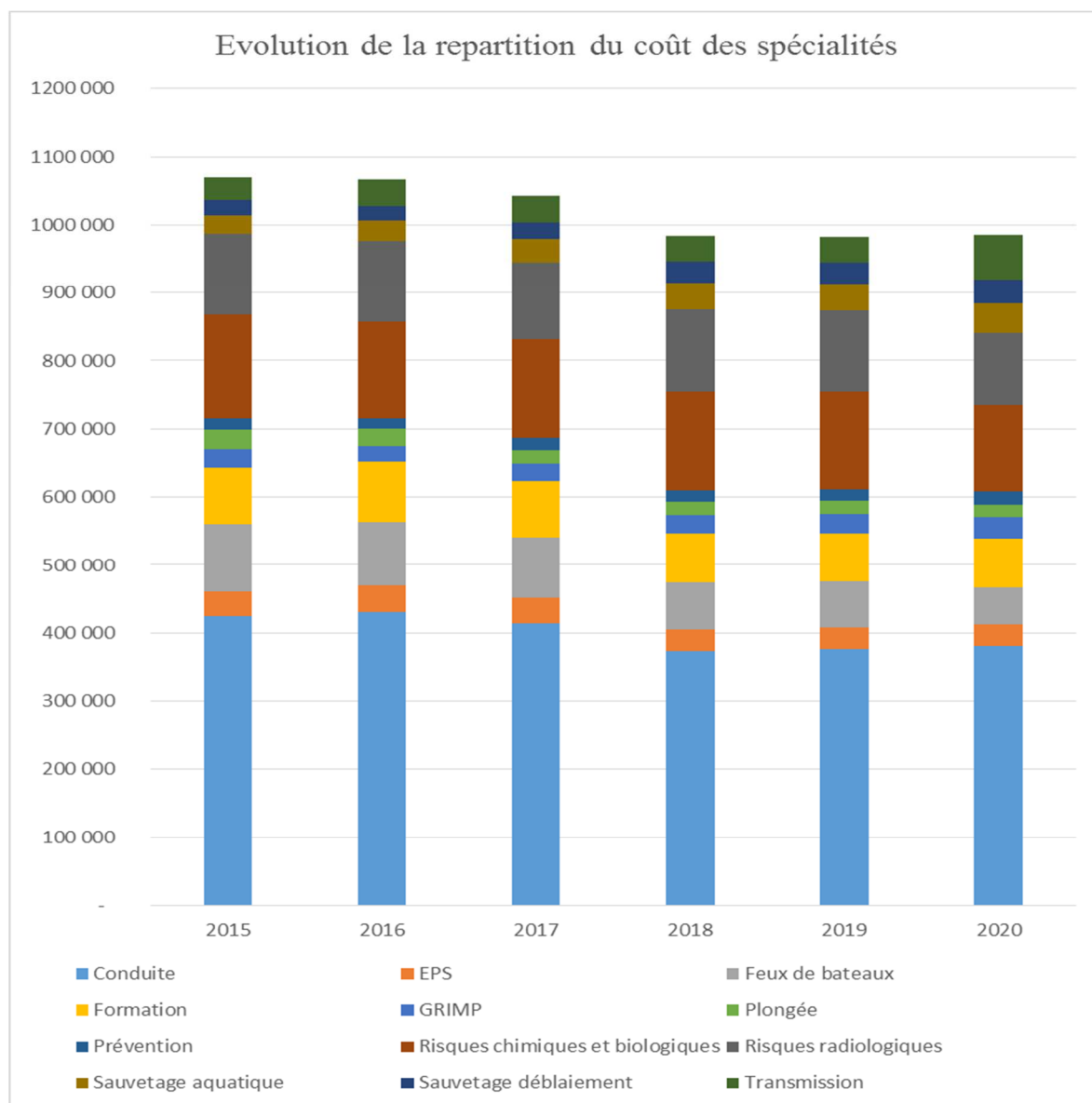


Pour mémoire, avant 2017, l'intégralité de la masse salariale du personnel de restauration était portée au sein du budget principal.

L'évolution de la composition du chapitre 012 du budget principal se détaille comme suit :



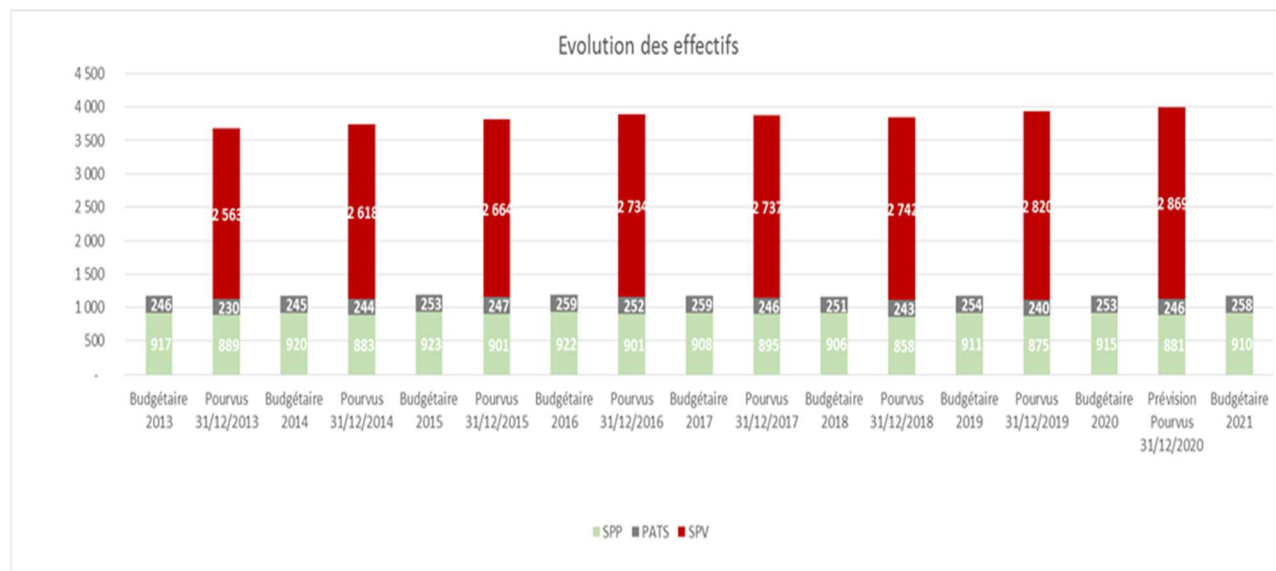
Parmi les dépenses de personnel, le montant des indemnités de spécialités se décompose comme suit :



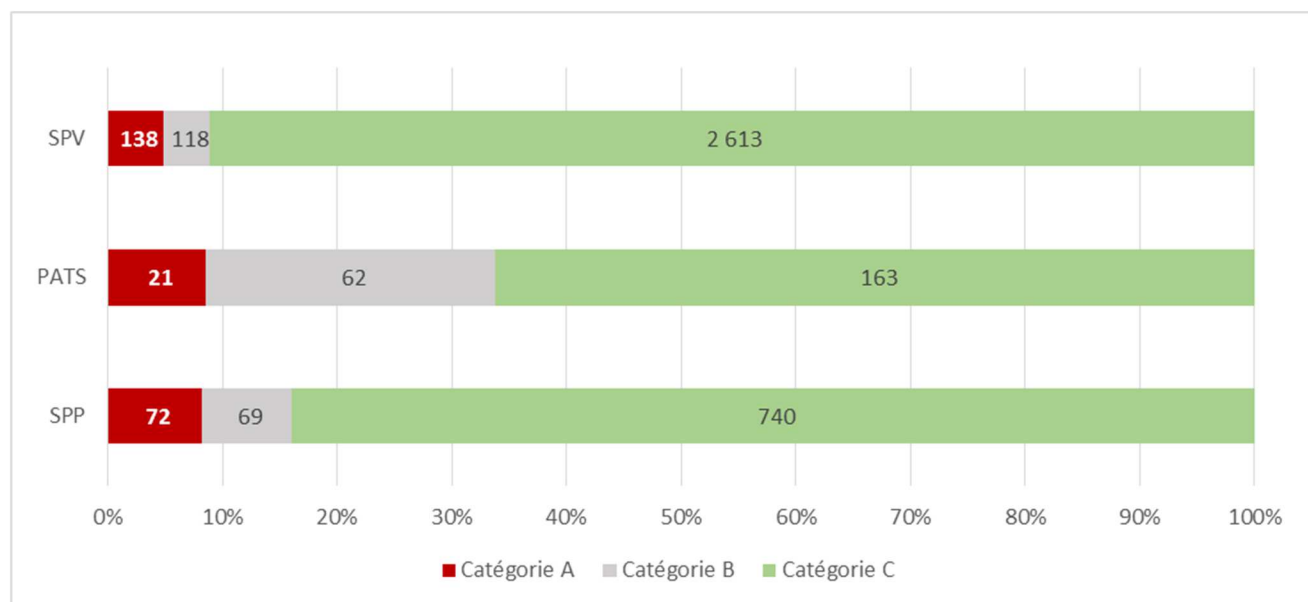
L'évolution des effectifs

L'évolution globale des effectifs se résume comme suit :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Postes budgétaires	1 163	1 165	1 176	1 181	1 167	1 157	1 165	1 168	1 168
Postes pourvus	1 119	1 127	1 148	1 153	1 141	1 101	1 115	1 127	
Taux d'occupation des postes au 31/12	96,22%	96,74%	97,62%	97,63%	97,77%	95,16%	95,71%	96,49%	



En 2020, la composition des effectifs, par catégorie, se présente de la manière suivante :

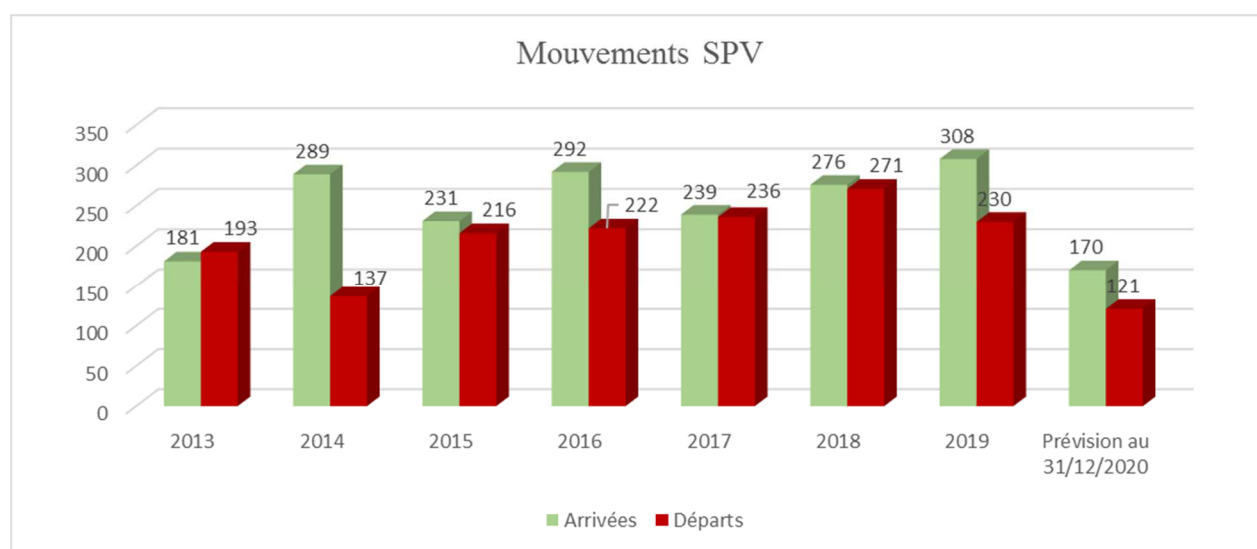


	2020	2019 <i>Pour mémoire</i>
Catégorie A	231	213
Catégorie B	249	227
Catégorie C	3 516	3 424

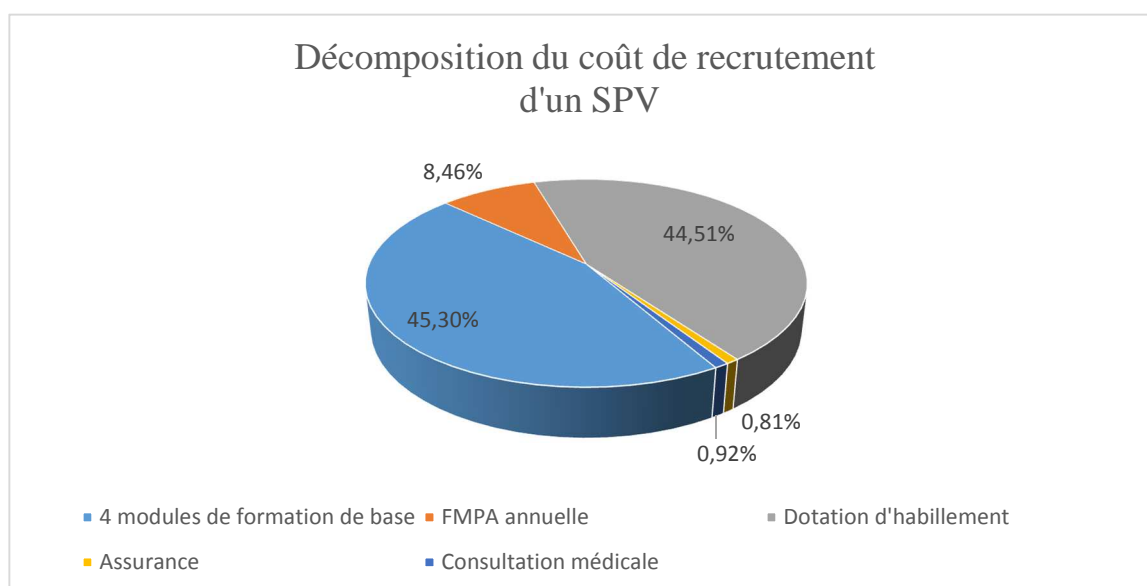
Les sapeurs-pompiers volontaires

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Prévision au 31/12/2020
Nombre de SPV	2 563	2 618	2 664	2 734	2 737	2 742	2 820	2 869
Evolution annuelle		2,15%	1,76%	2,63%	0,11%	0,18%	2,84%	1,74%
Evolution cumulée		2,15%	3,94%	6,67%	6,79%	6,98%	10,03%	11,94%

Les mouvements au sein des SPV s'expliquent comme suit :

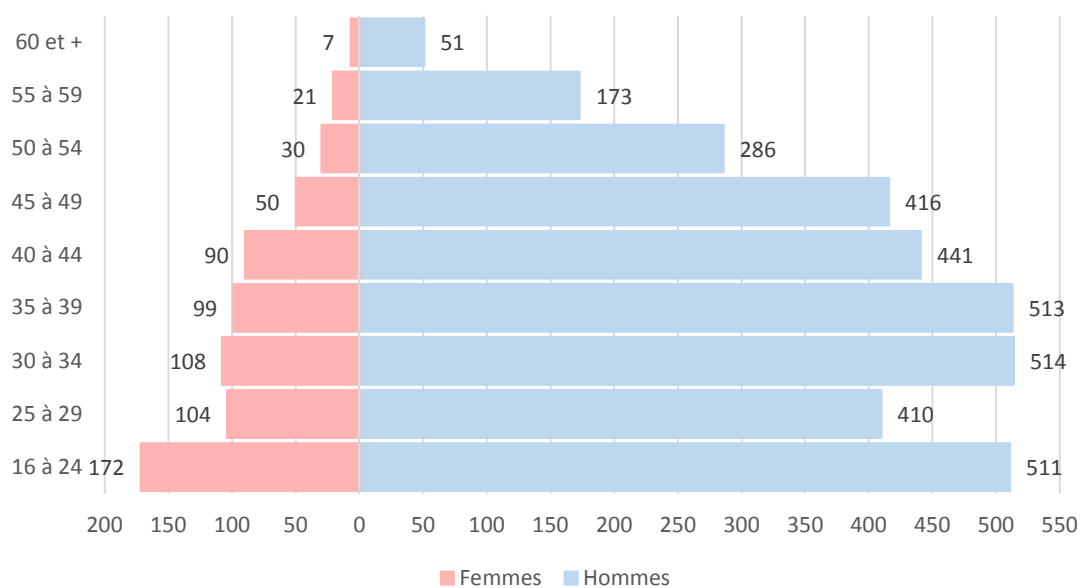


Pour mémoire, hors indemnisation, le coût moyen pour l'engagement d'un sapeur-pompier volontaire était estimé en 2020 à 3 934€



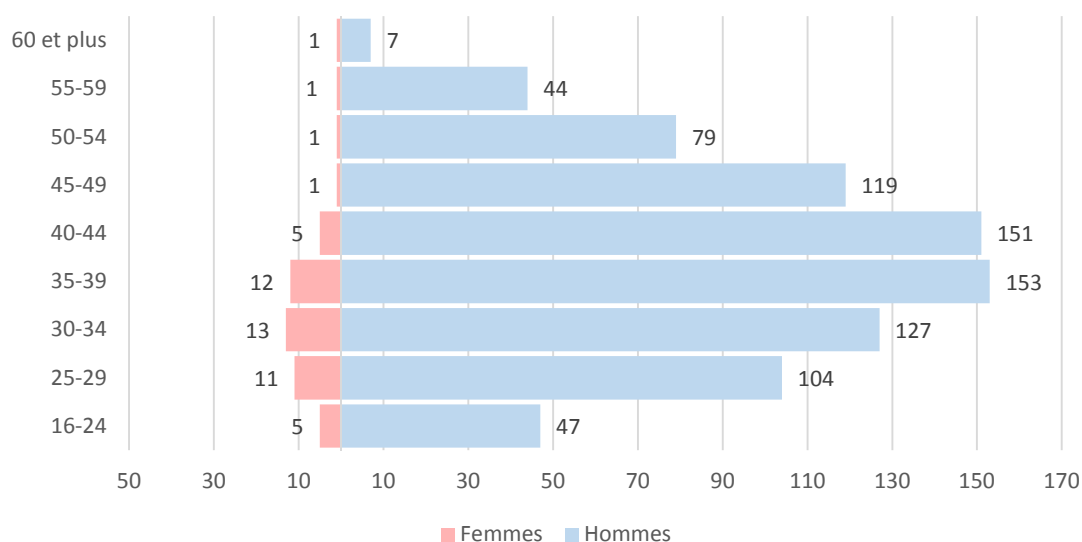
Les différentes pyramides des âges (au 31 décembre 2020)

La pyramide des âges de l'ensemble des personnels se présente comme suit :



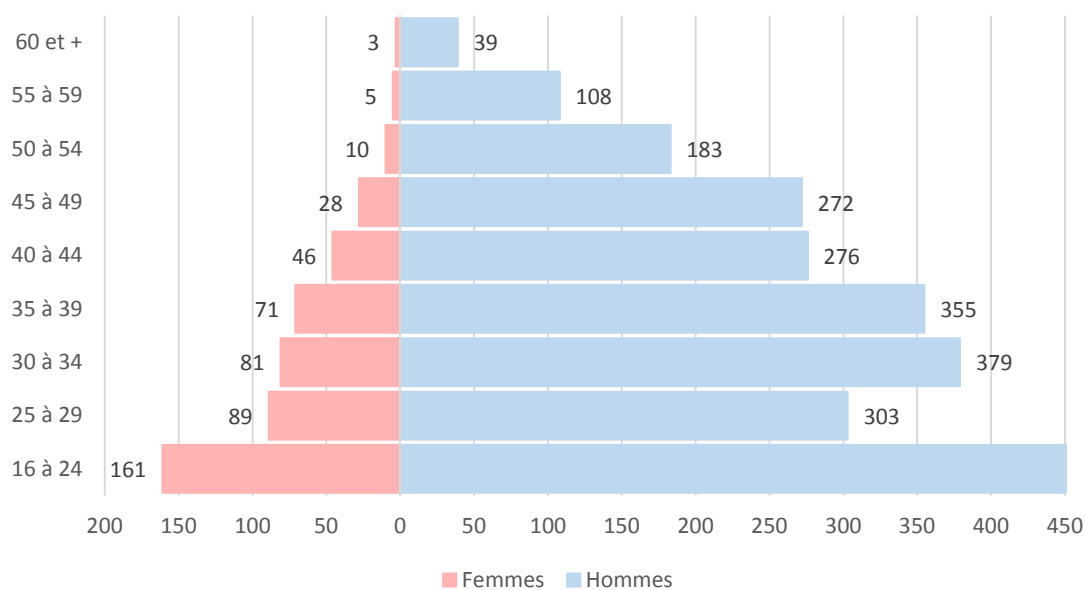
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Moyenne d'âge global	40	36	39	39,5	40	40

La pyramide des âges spécifiques aux SPP se présente comme suit :



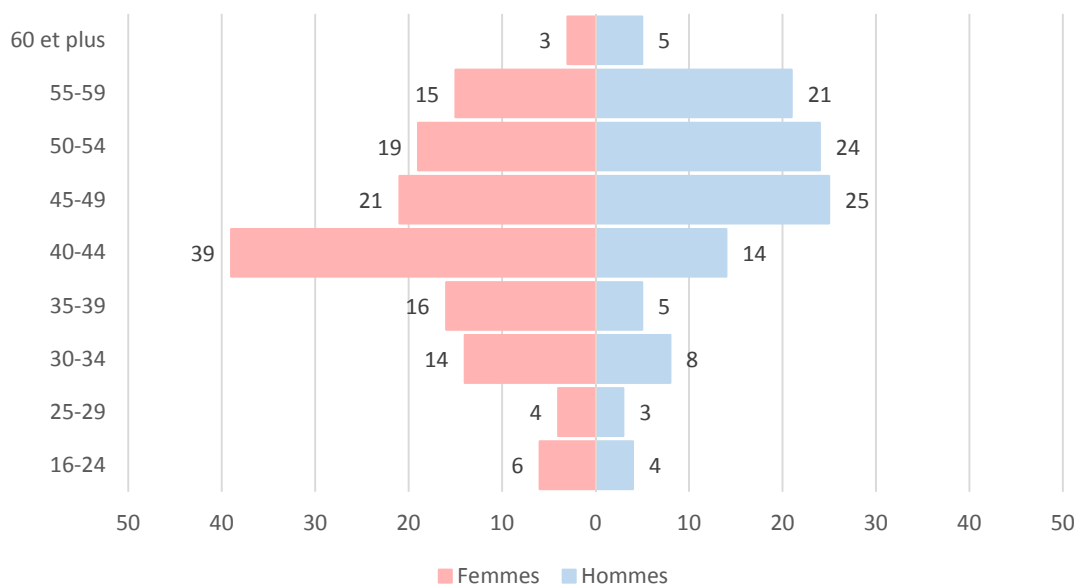
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Moyenne d'âge SPP	42	39,5	39	39	39	40

La pyramide des âges spécifiques aux SPV se présente comme suit :



	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Moyenne d'âge SPV	37	34	34	35	35	35

La pyramide des âges spécifiques aux PATS se présente comme suit :



	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Moyenne d'âge PATS	41	43	44	44	45	45

Le logement des agents

Depuis le 1^{er} février 2016, la réforme des logements de fonction instaurée par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement a été mise en œuvre. Ce décret distingue deux types d'attributions de logement :

La concession de logement par nécessité absolue de service (NAS) : accordée lorsque l'agent ne peut accomplir normalement son service, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de responsabilité, sans être logés sur son lieu de travail ou à proximité immédiate. L'ensemble des agents logés par NAS bénéficie d'un arrêté individuel d'attribution d'une concession de logement et s'acquitte d'une cotisation CSG et RDS.

La convention d'occupation précaire (COP) : pouvant être accordée à un agent tenu d'accomplir un service d'astreinte mais qui ne remplit pas les conditions ouvrant droit au logement par NAS. Les agents logés par convention d'occupation précaire bénéficient également d'un arrêté d'attribution et s'acquittent d'un loyer calculé sur la valeur locative du bien.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, sur la base de la délibération du Bureau du Conseil d'administration en date du 30 mars 2016, les agents s'acquittent également du paiement des fluides et des charges afférentes aux logements concédés.

En 2021, 3 agents seront logés par nécessité absolue de service (NAS) et 16 agents seront logés par convention d'occupation précaire (COP) :

Logements	2013	2014	2015	2016	2017		2018		2019		2020		2021	
					COP	NAS	COP	NAS	COP	NAS	COP	NAS	COP	NAS
SPP logés	83	86	84	55	25	8	21	9	11	4	13	4	16	3

Le temps de travail au Sdis 76

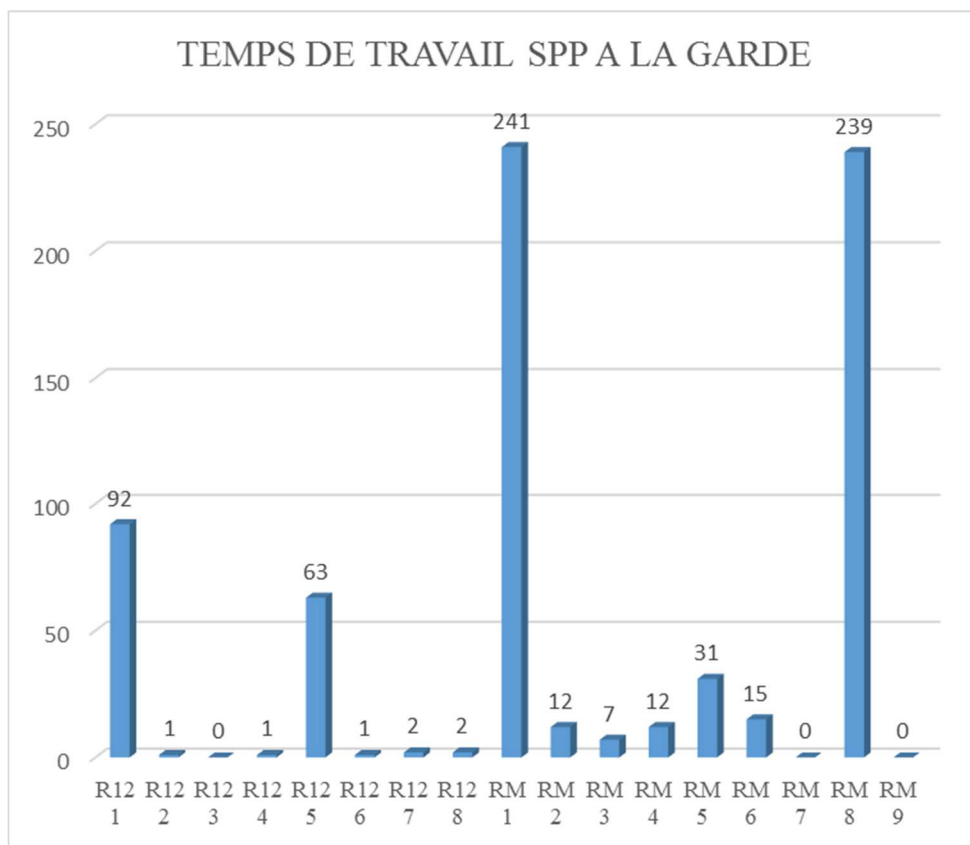
Les régimes de travail des sapeurs-pompiers professionnels en équipe de garde sont :

- le régime « mixte » (RM dans le tableau ci-dessous), qui associe des gardes de vingt-quatre heures et des gardes de douze heures ;
- le régime « douze heures » (R12 dans le tableau ci-dessous), composé uniquement de gardes de douze heures en journée ;
- le régime « CTA – CODIS », composé de gardes de douze heures de jour et de nuit ;
- le régime « Officier superviseur CODIS », composé de gardes de vingt-quatre heures et de périodes en service hors rang.

Les régimes et leurs champs d'application sont détaillés respectivement en annexe 7 et 6 du règlement intérieur du Sdis 76.

Le temps de travail des sapeurs-pompiers à la garde au 5/08/2020 se présente comme suit :

REGIME DE TRAVAIL	TEMPS DE TRAVAIL	NOMBRE SPP A LA GARDE AU 5/08/2020
R12 1	1596	92
R12 2	1584	1
R12 3	1572	0
R12 4	1560	1
R12 5	1548	63
R12 6	1536	1
R12 7	1524	2
R12 8	1512	2
RM 1	1579	241
RM 2	1567	12
RM 3	1555	7
RM 4	1543	12
RM 5	1526	31
RM 6	1509	15
RM 7	1492	0
RM 8	1600	239
RM 9	1595	0
TOTAL		719



* R12 : régime douze heures

* RM : régime mixte

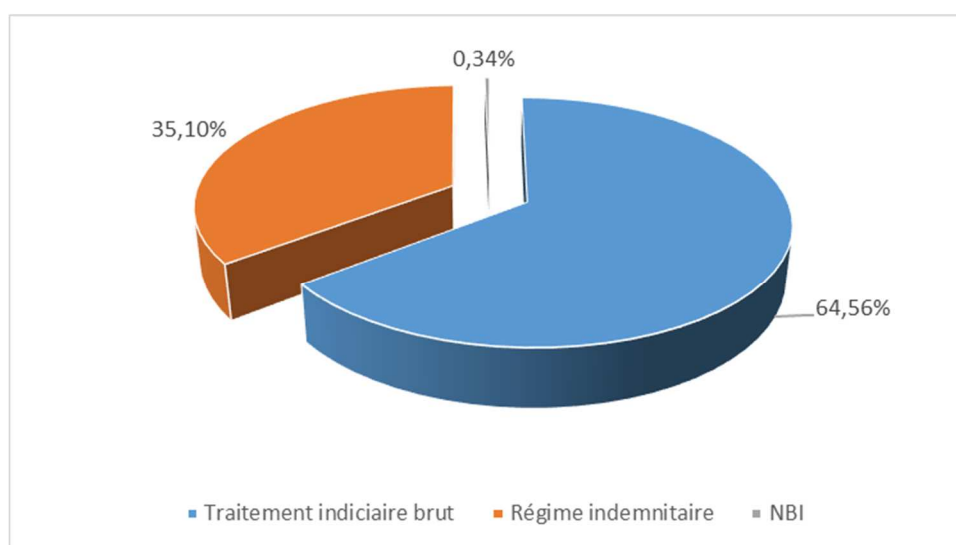
Le temps de travail des personnels administratifs, techniques et spécialisés et des sapeurs professionnels hors rang se présente comme suit :

TEMPS DE TRAVAIL ANNUEL	1 607 HEURES
TEMPS DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE	37 H 30
RTT	10 JOURS

Les éléments de rémunération

La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des personnels, hors charges patronales, au 31 décembre 2020 se présente comme suit :

Traitement indiciaire brut	25 840 737,83 €
Régime indemnitaire	14 050 545,11 €
NBI	136 861,15 €
TOTAL	40 028 144,09 €



La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des SPP au 31 décembre 2020 se décompose comme suit :

	SPP			
	A	B	C	TOTAL
Traitement indiciaire brut	2 563 479,91 €	1 647 884,18 €	16 101 594,65 €	20 312 958,74 €
Régime indemnitaire	2 167 514,43 €	1 212 277,20 €	9 108 398,58 €	12 488 190,21 €
NBI	6 185,52 €	- €	100 764,89 €	106 950,41 €
TOTAL SPP	4 737 179,86 €	2 860 161,38 €	25 310 758,12 €	32 908 099,36 €

	SPP		
	A	B	C
Soit un traitement indiciaire moyen brut annuel	35 603,89 €	26 578,78 €	21 555,01 €
Soit un régime indemnitaire moyen brut annuel	30 104,37 €	19 552,86 €	12 193,30 €

NB : la prime de feu est intégrée dans le régime indemnitaire des SPP.

La rémunération prévisionnelle de l'ensemble des PATS au 31 décembre 2020 se décompose comme suit :

	PATS			
	A	B	C	TOTAL
Traitement indiciaire brut	589 299,58 €	1 511 742,31 €	3 426 737,20 €	5 527 779,09 €
Régime indemnitaire	236 465,54 €	520 415,87 €	805 473,49 €	1 562 354,90 €
NBI	10 703,87 €	16 902,53 €	2 454,69 €	30 061,09 €
TOTAL PATS	836 468,99 €	2 049 060,71 €	4 234 665,38 €	7 120 195,08 €

	PATS		
	A	B	C
Soit un traitement indiciaire moyen brut annuel	29 464,98 €	23 995,91 €	21 284,08 €
Soit un régime indemnitaire moyen brut annuel	11 823,28 €	8 260,57 €	5 002,94 €

